

AFFAIRES

La Presse



Transactions d'initiés

Par Michel Girard Page 2

Power Corporation: léger recul des profits

Un texte d'Hélène Baril Page 3

TSE 300	S&P / CDN	S&P / TSE 60	NASDAQ CANADA	NASDAQ	DOW JONES	S&P 500	OR	PÉTROLE	DOLLAR
7747,55 -34,56 -0,4%	1168,61 -7,89 -0,7%	437,74 -3,22 -0,7%	318,10 -2,00 -0,6%	1785,87 15,84 0,9%	10249,08 -22,56 -0,2%	1125,29 2,56 0,2%	300,50 \$US 0,40 0,1%	26,30 \$US 0,86 3,4%	62,71 CUS -0,19 71,67 €EURO 0,16

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | MARDI 9 AVRIL 2002

BOURSES

Les revenus de Cogeco progressent

Le câblodistributeur pâtit cependant de la popularité de la télé par satellite

MICHÈLE BOISVERT

COGECO vient de publier de solides résultats à son deuxième trimestre, dépassant même les prévisions des analystes.

Le quatrième câblodistributeur au pays a enregistré des revenus de 123,7 millions de dollars au cours de cette période, en hausse de 5 % par rapport à l'an passé.

Le secteur du câble, qui représente 90 % du chiffre d'affaires de Cogeco inc., a vu ses revenus progresser de 2 % par rapport à 2001. Cela dit, par rapport au premier trimestre de 2002, les revenus de la câblodistribution ont fléchi de 1,8 %. Ce recul s'explique notamment par la perte de 13 270 clients du service de base depuis le 30 novembre 2001, en raison de la compétition féroce que lui livre la télévision par satellite.

Du côté des médias, les revenus ont bondi de 40 %. La moitié de ce bond s'explique par l'acquisition de TQS, le 15 février dernier par une société détenue à 60 % par Cogeco et 40 % par Bell Globemedia.

L'autre moitié est attribuable aux revenus générés par la publicité télévisuelle liée aux Jeux olympiques de Salt Lake City, ainsi qu'à la croissance des produits d'exploitation des stations de radio.

Du côté des bénéfices, l'entreprise montréalaise a affiché un profit de 36,4 millions, soit près de trois fois plus que l'an passé.

Ce montant inclut cependant un gain exceptionnel de 34 millions, résultat du transfert des six stations de télévision de Cogeco et de sa participation d'environ 13 % dans TQS, à la société qui a acquis le réseau TQS.

Si l'on ne tient pas compte des éléments extraordinaires, le bénéfice net de Cogeco atteint 2,5 millions, en hausse de 346 % par rapport au deuxième trimestre de 2001.

Par action, il s'agit d'un bénéfice de 15 cents, soit 3 cents de plus que ce à quoi s'attendaient les analystes qui suivent l'entreprise.



Louis Audet

« Nous sommes très fiers de nos résultats du deuxième trimestre, a déclaré en conférence téléphonique Louis Audet, président et chef de la direction de Cogeco. Nous avons réussi à améliorer nos marges bénéficiaires, malgré la perte la plus importante de nos clients du service de base depuis notre création il y a plus de 40 ans.

« La hausse des marges bénéficiaires est principalement attribuable à un programme de réduction des coûts qui a débuté à la fin du deuxième trimestre 2001 », a poursuivi M. Audet.

Voir COGECO en D2

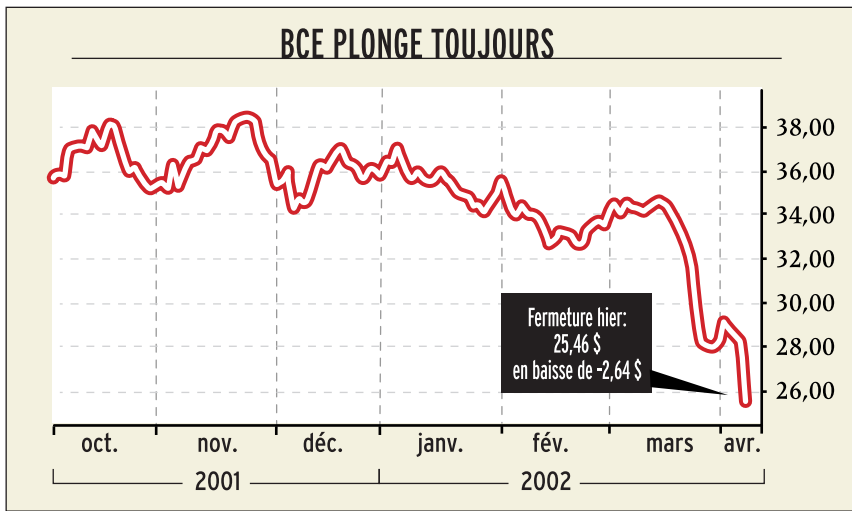
BCE songe à laisser tomber Téléglobe

HÉLÈNE BARIL

À la fin d'une journée durant laquelle son titre a encore dégringolé de 10 %, BCE a fait savoir hier qu'elle reconsidérerait son investissement dans Téléglobe et que toutes les options seront examinées, y compris la vente de la filiale en difficultés.

« BCE a entrepris un examen complet de toutes ses options stratégiques concernant Téléglobe y compris, sans toutefois s'y limiter, d'éventuels regroupements d'entreprises, des restructurations et la recherche d'autres sources de financement », a fait savoir la compagnie dans un communiqué diffusé après la fermeture des marchés.

La décision de BCE devrait être connue à l'occasion de la publication des résultats du premier trimestre, le 24 avril. En attendant, l'entreprise maintient ses prévisions pour le trimestre, et anticipe des revenus entre 5,1 milliards et 5,4 milliards de dollars et un béné-



fice net par action entre 34 et 37 cents en ne tenant pas compte des éléments extraordinaires. Ces prévisions viennent toutefois d'être ajustées à la baisse de 8 %, après que la filiale BCE Emergis eut annoncé que ses résultats du premier trimestre seront inférieurs à ce qu'elle avait anticipé. BCE Emergis a annoncé peu après une restructuration qui aurait pour effet de ré-

duire son effectif de 20 %, soit 550 emplois de moins.

L'annonce concernant Téléglobe, qui a eu l'effet d'une petite bombe sur le marché, survient alors que l'entreprise est à renégocier une dette bancaire de 1,25 milliard de dollars américains et que les analystes s'interrogent sur sa capacité à faire face à cette dette, qui n'est pas garantie par BCE. Vendredi dernier, la firme de cotation Moody's a

rabaisé une partie de la dette de Téléglobe au rang d'obligations de pacotille (*junk bonds*).

Hier, Merrill Lynch Canada a rabaisé sa prévision de bénéfice pour BCE en 2002, qui était de 1,60 \$ à 1,83 \$, par action, à entre 1,50 \$ et 1,71 \$ l'action.

BCE a fait l'acquisition de Téléglobe en 2000 et a payé 6,4 milliards à son actionnaire d'alors, Charles Sirois. Depuis, tout est allé de mal en pis pour Téléglobe. L'entreprise perd de l'argent trimestre après trimestre et a dû réduire son effectif. BCE s'est résignée à vendre pour une bouchée de pain, soit 227,5 millions US, les activités de la division Excel, que Téléglobe avait payée 4,3 milliards US en 1998. BCE a déjà radié 2 milliards US de la valeur d'Excel et a gardé la responsabilité de sa dette de 1,4 milliard US.

BCE a d'ailleurs annoncé hier la conclusion de la vente d'Excel à l'entreprise américaine VarTec, qui a obtenu cinq ans pour payer son acquisition.

Voir BCE en D2

IBM déprime le secteur des technos

VALÉRIE LEROUX
Agence France-Presse

NEW YORK — Le premier groupe informatique mondial IBM a semé la déprime hier dans le secteur en annonçant, dans un rare avertissement, que son bénéfice et son chiffre d'affaires seraient très inférieurs aux attentes au premier trimestre 2002.

« Big Blue », qui a habitude les marchés à de solides performances grâce à des activités très diversifiées, anticipe un bénéfice de 66 à 70 cents US par action au premier trimestre 2002, là où les analystes tablaient sur 85 cents US, selon le consensus établi par l'agence First Call.

Le bénéfice avant impôts devrait atteindre 1,65 à 1,75 milliard US, selon des estimations préliminaires, a ajouté IBM dans un communiqué. Les résultats définitifs doivent être publiés le 17 avril.

IBM s'attend également à un chiffre d'affaires de 18,4 à 18,6 milliards US, en baisse de 11 à 12 % par rapport à la même période de 2001 (21 milliards US) et loin du consensus des analystes (19,6 milliards US).

Cet avertissement, le premier du groupe depuis 1991, a fait plonger le titre en Bourse et pesait fortement sur d'autres valeurs de haute technologie, devant les craintes que la reprise ne se fasse attendre dans le secteur malgré le redémarrage de l'économie.

L'action IBM chutait de 9,84 \$ US hier à la Bourse de New York, ou de 10,1 %, à 87,41 \$ US. Celle du numéro un mondial des microprocesseurs Intel perdait 1 %, à 16,25 \$ US, et celle de Microsoft, leader mondial des logiciels, gagnait 2,4 %, à 57,22 \$ US.

« L'environnement reste très dur », a déclaré le directeur financier d'IBM, John Joyce.

« Nous avons observé un ralentissement continu dans les décisions d'achat de nos clients au premier trimestre », a-t-il ajouté. Cette période de l'année est déjà traditionnellement la plus faible pour les achats de high-tech.

« Beaucoup de nos clients ont choisi de réduire ou différer leurs décisions d'achat jusqu'à ce qu'ils observent une amélioration soutenue de leur activité », a-t-il poursuivi.

L'activité a été faible tous secteurs confondus, souligne encore IBM.

La division Technologie, qui inclut les semi-conducteurs et les disques durs, a été particuliè-



Photo Bloomberg ©

Le grand patron d'IBM, Sam Palmisano, et son prédécesseur, Lou Gerstner, en janvier dernier au siège social d'Armonk, dans l'État de New York.

rement touchée avec un recul d'environ 35 % de son chiffre d'affaires au premier trimestre par rapport à la même période de 2001.

Elle devrait enregistrer en conséquence une perte de 200 millions US avant impôts, soit 8 cents US par action, sur la période, a précisé John Joyce.

Les analystes étaient toutefois perplexes hier quant aux conclusions à tirer de cet avertissement alors qu'un nouveau PDG, Sam Palmisano, vient de prendre les commandes du groupe, dirigé pendant près de 10 ans par Lou Gerstner.

« Les problèmes sont sérieux. La demande en logiciels et matériel informatique a baissé. Les dépenses des clients n'ont pas été soutenues ces derniers temps », estime Barry Hyman, responsable de la stratégie de marchés à la maison de titres Ehrenkrantz, King and Nussbaum.

« Je pense que la nouvelle équipe veut voir les bénéfices à un niveau à partir duquel elle estime pouvoir être en mesure de les relever », relève de son côté Rod Smith, analyste à la maison de courtage First Union.

« Il est difficile de savoir si l'activité s'est beaucoup détériorée ou si cette annonce reflète les inclinations du nouveau PDG, renchérit Steven Milunovich chez Merrill Lynch. Nous pensons que la direction pourrait être tentée de fixer les prévisions de bénéfices plus bas. »

IBM est aussi fortement présent dans les services informatiques (entretien, sous-traitance, conseil), qui bénéficient de fortes marges, et développe de plus en plus son activité de logiciels, souligne l'agence de notation Standard and Poor's.

Si vous hésitez entre le style et la substance, une autre solution s'offre à vous.

S-type 2002 3.0



3015720

X-Type.com

Le modèle illustré comprend de l'équipement optionnel

0.9%
Achat ou location

Aménagement intérieur cuir et bois • Entretien prescrit gratuit Assistance routière

Cédez à la tentation !

John SCOTTI JAGUAR

JAGUAR
Une performance de toute beauté

JOHN SCOTTI JAGUAR
4305, boul. Métropolitain est, St Léonard
(514) 725-2221

Voyez l'un de nos représentants pour plus de détails

Monty monte à bord de Bombardier



MICHEL GIRARD
TRANSACTIONS D'INITIÉS

Le président du conseil et chef de la direction de BCE et de Bell Canada, Jean C. Monty, par l'entremise de la compagnie Libermont Inc., a fait l'acquisition d'un bloc de 25 000 actions de Bombardier. Prix payé pour les actions : 13,95 \$ pièce. La transaction d'achat a été effectuée le 27 mars dernier. M. Monty est membre du conseil d'administration de Bombardier.

LABOPHARM — James R. Howard-Tripp s'est départi d'un bloc de 37 000 actions, au prix de 10,00 \$ l'unité. Les actions avaient été obtenues par l'exercice d'op-

tions, au prix de 1,81 \$ chacune. La date de la transaction ? Le 7 mars dernier. M. Howard-Tripp possède encore dans son portefeuille un bloc de 18 800 actions et un bloc de 578 000 options d'achat d'actions. Cette transaction lui a rapporté un profit brut d'un peu plus de 300 000 \$.

POWER CORPORATION — Le 19 mars dernier, Gérard Veilleux vendait sur le marché un bloc de 30 600 actions. Il avait obtenu ces actions par le biais d'un exercice d'options, au prix de 10,44 \$ l'action. M. Veilleux a revendu les actions au prix de 40,47 \$ pièce. Cela lui a procuré un profit brut de quelque 918 000 \$.

GROUPE INVESTORS — Wendy Sian Burgess Brown a réduit sa position de 7000 actions ordinaires. Elle a reçu un prix moyen de 30,00 \$ pour ses actions. Il lui en reste encore 11 513. Pour sa part, Robert Ronald Cairns a levé un bloc de 10 000 options (à 17 \$ l'ac-

tion), pour revendre les actions obtenues au prix de 30,00 \$. Quant à lui, Allan Mark Warren a vendu un petit bloc de 8200 actions, au prix moyen de 30,00 \$.

TIOMIN — Neil Gagnon a diminué sa position de contrôle de 64 500 actions. Il a cédé ses actions au prix de 28,60 cents US. La transaction a été réalisée le 21 mars dernier. Il possède dans son portefeuille un bloc de 1,1 million d'actions de Tiomin.

ZAQ INC. — Quatre administrateurs ont acquis des actions au début du mois de mars. Il s'agit de Robert J. Carscadden, qui a fait l'acquisition d'un bloc de 500 000 actions, au prix de 17 cents. Annie Dickey a mis la main sur un petit bloc de 63 000 actions, à 15 cents pièce. Pour sa part, Claude Dugas a fait l'achat de 120 000 actions, au prix moyen de 16,5 cents. Et un bloc de 147 000 actions, à 16,5 cents, a été acheté par Pierre Robidoux.

CORUS ENTERTAINMENT — Deux membres de la haute direction, Bryan Ellis et Douglas Henry Rutherford, ont respectivement acheté sur le marché des lots de 2900 et 3600 actions. Les actions ont été payées un prix moyen de 34,00 \$.

LEITH TECHNOLOGY — L'administrateur Gilles Hurtubise a vendu sur le marché un lot de 1000 actions, au prix de 10,00 \$ l'unité. La transaction de vente a été réalisée le 20 mars dernier. Il détient encore 600 actions de Leith dans son portefeuille.

NEXFOR INC. — Ian Musgrave Young a acheté un lot de 9323 actions, au prix de 8,00 \$ pièce. La transaction d'achat a été exécutée le 18 mars dernier.

ADHEREX TECHNOLOGIES — John Joseph Brooks a acheté un lot de 16 400 actions, au prix de 47,5 cents. Date d'achat : 12 mars. Il dé-

tient maintenant 172 763 actions de cette entreprise dans son portefeuille.

ATI TECHNOLOGIES — L'administrateur Paul Russo a acquis 5000 actions, au prix de 12,58 \$ US. La transaction remonte à la fin de janvier dernier.

BASIS 100 — Patrick de Angelis, de la haute direction, a cédé sur le marché un lot de 5000 actions, au prix de 3,57 \$. Les actions avaient été obtenues à 1,61 \$, à l'occasion d'un exercice d'options. Son collègue Jason Smith s'est départi d'un bloc de 34 500 actions. Prix de vente : 3,70 \$.

Les transactions d'initiés, c'est-à-dire les achats et les ventes d'actions des gens détenant une position privilégiée dans les entreprises inscrites en Bourse, sont rapportées chaque semaine dans le Bulletin hebdomadaire de la CVMQ (Commission des valeurs mobilières du Québec).

EN BREF

L'emploi au Québec se porte bien

UN AUTRE INDICATEUR vient confirmer l'amélioration de la situation de l'emploi au Québec, tout en prévoyant un léger redressement en Ontario. Après l'annonce, vendredi, d'une baisse du taux de chômage en mars au Québec, l'indice Jobboom à 94,6 % indique un maintien de la tendance à la hausse au Québec pour le mois d'avril. L'indice Jobboom québécois affiche une progression marquée depuis la fin de l'année 2000 et démontre qu'il n'y a jamais eu autant d'emplois occupés dans l'économie au cours des 120 derniers mois. Pour l'Ontario, Jobboom fixe son indice à 77,5 % et prévoit une amélioration pour avril. En mars, le taux de chômage a augmenté de 0,1 % en Ontario pour se situer à 7 %. Au Québec, la baisse de 0,4 % l'a fait descendre à 8,9 %. Les indices Jobboom sont publiés les lundis suivant la publication des taux de chômage par Statistique Canada. L'indice Jobboom pour l'Ontario est publié pour la première fois aujourd'hui.

Presse Canadienne

British Telecom licencie

BRITISH TELECOM compte réduire sa dette de 10 milliards de livres sterling (23 milliards de dollars canadiens) et supprimer de 15 000 à 18 000 emplois au cours des trois prochaines années, a annoncé hier le patron de l'opérateur britannique, Ben Verwaayen, qui tente de regagner la confiance des marchés après une série d'infructueuses acquisitions. Selon Ben Verwaayen, BT va se concentrer sur les services de télécommunications à bande large qui permettent l'accès à Internet à haut débit. La compagnie veut lancer un produit qui permettra aux clients de se connecter directement sur le Web sans avoir à passer par un fournisseur d'accès. BT entend réduire des trois quarts sa dette, qui atteint actuellement 13,6 milliards de livres (32 milliards de dollars). L'ancien monopole d'État a emprunté près de 30 milliards de livres ces dernières années pour tenter d'étendre ses activités. L'entreprise, qui emploie 108 000 personnes, va éliminer 5000 à 6000 emplois par an, selon Ben Verwaayen. Toutefois, a-t-il précisé, ces chiffres s'inscrivent dans des plans existants et ne vont pas se traduire par une accélération des suppressions de postes.

Associated Press

Sun Life retire ses actions de Londres

LA FINANCIÈRE Sun Life du Canada a annoncé hier qu'elle avait l'intention de demander que ses actions ordinaires soient retirées de la cote de la Bourse de Londres, à 8h (temps universel) le 8 mai 2002. La décision d'annuler la cotation secondaire de la compagnie à la Bourse de Londres a été prise en raison du faible volume des transactions effectuées et des coûts inhérents au maintien de cette inscription. La Financière Sun Life du Canada conservera deux cotations principales, soit une à la Bourse de Toronto et une à la Bourse de New York pour assurer le maintien de la liquidité des titres au profit de ses actionnaires à l'échelle internationale. La Compagnie gardera également une cotation secondaire à la Bourse des Philippines, puisque ses actions y figurent souvent parmi les titres les plus négociés.

La consommation au Canada a bondi

L'ACTIVITÉ de consommation au Canada a bondi en mars pour offrir un signe de plus révélant la présence d'un redressement économique, selon l'indice Ivey des gestionnaires en approvisionnement publié hier. L'indice, élaboré conjointement par l'Association canadienne de gestion des achats (ACGA) et la Richard Ivey School of Business, s'est élevé à 61,6 contre 54,3 en février. Un indice de 50 reflète une activité similaire à celle du mois précédent, alors qu'un indice supérieur indique une hausse d'activité et qu'une mesure inférieure signale un ralentissement. L'indice Ivey des prix a grimpé à 65,8 contre 61,8 un mois plus tôt, tandis que celui de l'emploi a atteint 52,6 contre 52,2.

Reuters

Contrat renouvelé

AIR CANADA et Postes Canada ont renouvelé le contrat qui les lie depuis longtemps pour le transport de fret et de voyageurs. Portant entre autres sur l'acheminement du courrier et les déplacements du personnel de Postes Canada, le contrat de plusieurs millions de dollars a été prorogé de cinq ans dans le cas du service intérieur, de trois ans dans celui des services transfrontalier et international, et de deux ans pour ce qui est des voyages des employés. À titre de transporteur de Postes Canada pour les envois ordinaires et prioritaires, Air Canada convoiera annuellement plus de 35 millions de kilogrammes de courrier par quelque 200 vols quotidiens. Postes Canada sert plus de 30 millions de Canadiens, à quelque 13 millions d'adresses au pays, et près de un million d'entreprises au Canada. Air Canada offre chaque jour quelque 700 vols réguliers et nolisés desservant directement 17 destinations au Canada, 38 aux États-Unis et 49 en Europe, au Moyen-Orient, en Asie, en Australie, aux Antilles, au Mexique et en Amérique du Sud. Ce réseau mondial d'envergure tire également parti de l'appartenance au réseau Star Alliance d'Air Canada qui, avec 11 autres transporteurs internationaux, desservent 894 aéroports dans 129 pays.

DU CARACTÈRE!

Tous les dimanches dans **La Presse**

LECTURES



Accusations de publicité trompeuse

RÉGIS BOUCHARD

Le Droit

HULL — Pas moins de 11 chefs d'accusation ont été portés hier, contre une firme de Sainte-Foy qui aurait induit le public en erreur en alléguant, sur son site Internet, que ses activités étaient légales tout en faisant miroiter des possibilités de profits fausses et trompeuses.

MSV Nutrinautes Inc., Cocooning Club Inc., et une compagnie à numéro font conjointement l'objet des 11 plaintes déposées par la Couronne fédérale, qui allègue que les trois entreprises en question avaient mis sur pied un système de ventes pyramidales aussi appelé ventes à paliers multiples et utilisait le site Web (www.cocooning-city.com) pour promouvoir ses activités en laissant croire qu'il s'agissait d'activités légales.

Les firmes en question sollicitaient, semble-t-il, des représentants pour la vente de leurs produits, essentiellement des produits amaigrissants, en faisant miroiter des possibilités de chiffres d'affaires non conformes à la réalité notamment en ce qui touche la rémunération des représentants ainsi recrutés.

L'avocat de Québec représentant les trois companies accusées, Me Marc Delisle, n'a pas été en mesure de se présenter en cour hier au palais de justice de Hull. Le dossier a été remis au 2 mai.

| BCE |

Suite de la page D1

Le titre de BCE ne cesse de baisser depuis trois semaines. Depuis le début de l'année, la baisse est de 29 %. Selon Merrill Lynch, cette dégringolade reflète la crainte des investisseurs de voir BCE investir encore de l'argent dans Téléglobe pour satisfaire aux exigences des banquiers.

Selon l'analyste Luc Desbiens, de la banque privée Pictet & Cie, Téléglobe est actuellement le principal problème de BCE. « C'est une bonne chose de constater qu'ils s'en occupent », a-t-il dit, cité par Bloomberg.

Selon BCE, la situation n'est pas près de s'améliorer pour Téléglobe, compte tenu de la « faiblesse persistante prévue du secteur de la transmission de données et des té-

lécommunications à l'échelle mondiale dans un avenir prévisible », a mentionné l'entreprise dans un communiqué. Des concurrents de Téléglobe, comme 360networks de Vancouver et l'américaine Global Crossing, ont déjà rendu les armes.

En plus des difficultés de BCE Emergis et BCE Téléglobe, le holding piloté par Jean Monty doit jongler avec la possibilité de racheter la part de 20 % de ses actions détenue par la firme américaine SBC Communications. En vertu d'une entente conclue lors de la transaction en 1999, SBC peut obliger BCE à racheter sa participation à partir du 1^{er} juillet. Ce rachat pourrait coûter à BCE entre 5 et 10 milliards de dollars.

| COGECO |

Suite de la page D1

Cela dit, Cogeco a néanmoins dû réviser à la baisse ses prévisions de croissance de revenus pour l'ensemble de l'exercice 2002, pour refléter la perte des clients du service de base au détriment des fournisseurs de services de télécommunications par satellites.

« On s'attend à une perte de 23 000 autres abonnés au service de base d'ici la fin de l'exercice », estime Pierre Gagné, vice-président finances chez Cogeco.

Alors qu'au premier trimestre, Cogeco Câble prévoyait une croissance de ses revenus de 8 %, l'entreprise montréalaise estime maintenant que ses revenus n'augmenteront que de 2 %.

Cette croissance, explique Cogeco dans son communiqué, proviendra principalement des acquisitions complétées au cours de l'exercice 2001.

La pénétration accrue du service Internet à haut débit et la hausse de tarifs effectuée au cours du deuxième semestre de 2001, de-

vrait compenser pour la perte de revenus provenant du service de base. »

« Non seulement la perte de revenus sera compenser, mais également Cogeco Câble prévoit une amélioration graduelle de sa marge d'exploitation avant amortissement tout au long de 2002, grâce à la réduction de ses coûts d'exploitation. La marge bénéficiaire devrait s'établir à 38 % pour 2002, ce qui se compare à des marges de 36,6 % en 2001 », précise Pierre Gagné.

« Pour ce qui est du secteur médias, a poursuivi M. Gagné, les produits d'exploitation devraient doubler au cours de l'exercice 2002, pour atteindre 81 millions, en raison principalement de l'acquisition de TQS en partenariat avec Bell Globemedia. »

Les investisseurs ont semblé apprécier la publication des résultats du deuxième trimestre, l'action de Cogeco progressant de 1,45 \$, soit un gain de 8 %, pour clôturer à 18,30 \$.

MARCHÉ
AUX PUCES

7 JOURS
3 LIGNES

25,41\$

En prime, votre
annonce sur
cyberpresse.ca

342

Ça Presse

987-VENDU

Le Président du conseil, Monsieur Jean Bazin, a le plaisir d'annoncer la nomination des membres du conseil d'administration de B2B Trust. Ces personnes ont été élues lors de l'assemblée annuelle de B2B Trust qui s'est déroulée le 20 mars 2002 à Toronto. Apparaissent de gauche à droite sur la photo les administrateurs dont les noms suivent, avec leur occupation principale et l'année au cours de laquelle ils sont pour la première fois devenus membres du conseil de B2B Trust :

M. Ronald Corey, Président, Ronald Corey Groupe Conseil Ltée (2000); Mme Suzanne Masson, Vice-présidente exécutive, Ressources humaines, Affaires corporatives et secrétaire, Banque Laurentienne (2000); M. Jonathan I. Wener, Président du conseil, Gestion Canderel Inc. (2000); M. Roy Palmer, administrateur de sociétés (2001); Mme Margot Northey, doyenne de Queen's School of Business, Queen's University (2001); M. Robert Cardinal, Premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, Banque Laurentienne (2000); Mme Veronica S. Maidman, Présidente du conseil, conseil consultatif Equifax Canada Inc. (2000); M. Henri-Paul Rousseau, Président et chef de la direction, Banque Laurentienne (2000); M. Jean Bazin, associé, Fraser Milner Casgrain (2000); M. Georges Hébert, consultant en administration et gestion (2000); M. Jon K. Grant, Président du conseil, CCL Industries Inc. (2000); M. Jacques G. Auger, Président, Bombardier Aéronautique, Services à la défense (2000); et, enfin, Mme Nancy Smith, Présidente du conseil et chef de la direction, The Nextmedia Company Limited (2001).

B2B Trust (TSE : BBT) est une institution financière réglementée, sous charte fédérale, qui fournit des produits bancaires et financiers génériques et complémentaires à l'intention des intermédiaires financiers indépendants, des institutions financières non bancaires et des détaillants à travers la Canada. Son siège social est situé à Toronto. B2B Trust détient présentement des portefeuilles de prêts et de dépôts et un actif administré d'une valeur globale de plus de neuf milliards de dollars. Son site Internet est accessible au www.b2b-trust.com.

30471581

Andersen élimine 7000 emplois afin de tenter de survivre

PASCAL REYNARD
Agence France-Presse

WASHINGTON — Le cabinet d’audit Arthur Andersen, fortement ébranlé par le scandale Enron, va supprimer plus d’un quart de ses effectifs aux États-Unis, soit 7000 emplois, dans le cadre d’un difficile plan de survie.

Les 7000 suppressions d’emplois, sur un total de 26 000 salariés aux États-Unis, se produiront dans les prochains mois et toucheront principalement les services administratifs et le secteur de l’audit comptable, a annoncé hier Andersen dans un communiqué.

« Cette décision est encore plus douloureuse en raison de la loyauté, de l’attachement et du dur travail montrés par nos employés dans cette période difficile », a souligné le directeur général d’Andersen USA, Larry Gorrell.

« Malgré les efforts constants de l’entreprise pour éviter des réductions d’effectifs, ces suppressions d’emplois sont une des nombreuses conséquences des événements

du mois dernier » lorsque Andersen a été inculpé dans l’affaire Enron, provoquant une fuite immédiate de sa clientèle, a expliqué M. Gorrell, cité dans le communiqué.

Les suppressions d’emplois, qui étaient largement attendues, s’inscrivent dans le cadre d’un vaste plan de restructuration prévoyant notamment un recentrage d’Andersen USA sur le seul audit et la cession de ses activités de conseil (conseil fiscal, conseil en management, gestion des ressources humaines).

Comme première étape de ce programme, Andersen USA avait déjà annoncé la semaine dernière qu’il allait céder à son concurrent Deloitte and Touche une grande partie de ses activités de conseil fiscal.

Andersen veut mettre en oeuvre très rapidement le plan de sauvetage proposé récemment par l’ancien président de la Réserve fédérale (Fed), Paul Volcker.

Outre les mesures de restructuration, la survie du cabinet de Chicago passe par l’abandon des pour-

suites engagées par la justice et qui doivent se traduire par un procès devant s’ouvrir le 6 mai à Houston, avait averti l’ancien patron de la Fed.

Andersen a été inculpé le 14 mars pour entrave à la justice pour avoir détruit, selon l’accusation, « des tonnes de documents » liés à la comptabilité d’Enron alors que les autorités avaient ouvert une enquête sur ce scandale.

Le cabinet d’audit, qui était chargé de vérifier les comptes d’Enron, est soupçonné d’avoir caché les manipulations comptables ayant mené le groupe texan de courtage en énergie à la faillite en décembre dernier.

Des avocats d’Andersen ont commencé la semaine dernière de délicates négociations avec le département américain de la Justice pour tenter de parvenir à un accord à l’amiable qui permettrait de lever l’inculpation et d’éviter ainsi un procès.

Andersen essaie également d’obtenir un accord à l’amiable avec les créanciers et les actionnaires d’En-

ron qui ont perdu des milliards de dollars dans la banqueroute de ce groupe.

Alors qu’Andersen, jusqu’ici cinquième cabinet d’audit mondial, se débat pour survivre aux États-Unis, il a déjà perdu virtuellement son réseau international qui couvre 84 pays et représente plus de la moitié de son chiffre d’affaires (4,8 milliards US sur un total de 9,3 milliards en 2001).

Andersen voulait au départ coupler toutes ses activités en dehors des États-Unis avec son rival KPMG, mais les deux cabinets ont dû abandonner ces négociations globales en raison de la décision de nombreuses filiales de faire cavalier seul en se jetant dans les bras d’autres concurrents.

Andersen va fusionner avec Ernst and Young à Singapour, en Russie, en Australie et en Nouvelle-Zélande. En Espagne, il a rallié Deloitte and Touche. En Chine, à Hong Kong et au Moyen-Orient, il s’est marié avec PricewaterhouseCoopers (PwC) et au Japon avec KPMG.

KPMG n’est plus seule dans la course pour Andersen Canada

LAURIER CLOUTIER

KPMG CANADA n’est plus seule dans la course pour une fusion avec Arthur Andersen Canada.

Luc Martin, associé-directeur d’Andersen à Montréal, l’a confirmé à *La Presse* hier.

Joint à Toronto, M. Martin a expliqué qu’Andersen Canada négocie de front à trois tables, avec KPMG, Ernst & Young et Deloitte & Touche.

Au niveau mondial, Andersen avait amorcé des négociations avec KPMG, démarche qu’avait appuyée avec plaisir Andersen Canada en raison notamment d’un projet antérieur de fusion avec KPMG Canada, il y a trois ans.

Le vent a toutefois tourné sur l’échiquier internationale et Andersen Canada tente de s’ajuster. KPMG Canada n’est plus en tête pour une fusion éventuelle.

L’échéancier, pour la signature d’une entente, demeure toutefois à très court terme, conclut Luc Martin.



Gilles Taillon, du Conseil du patronat, et Michel Audet, de la Chambre de commerce du Québec, au cours de la conférence de presse qu'ils avaient convoquée hier.

Une coalition patronale sur la machinerie de production se forme contre Québec

LAURIER CLOUTIER

Assujettir l'installation et l'entretien de la machinerie de production aux règles existant dans la construction ferait grimper les coûts annuels de ces travaux de 400 à 600 millions de dollars, dans une économie québécoise qui perd déjà de sa compétitivité face à celles de l'Ontario et des États-Unis, estime un regroupement patronal.

Le « bonbon » réclamé par la FTQ Construction coûterait beaucoup trop cher, selon la Coalition québécoise pour la productivité et l'emploi, qui a commandé une étude sur ces coûts aux comptables Samson Bélair Deloitte & Touche, pour les préciser davantage.

Cette Coalition — formée par la Chambre de commerce du Québec, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI-Québec), les Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ) et le Conseil du patronat du Québec (CPQ) — amorce un combat sans merci contre Québec qui, à la demande de la FTQ Construction et de l'Association de la construction du Québec (ACQ), veut assujettir la machinerie de production aux tarifs de la construction.

Le ton a changé hier dans cet affrontement majeur entre la Coalition et le ministre du Travail, Jean Rochon, appuyé jusqu'ici par le premier ministre, Bernard Landry.

La Coalition dispose maintenant de tout le financement nécessaire, a déclaré hier Michel Audet, président de la Chambre de commerce du Québec, au cours d'une conférence de presse. « On a un trésor de guerre bien garni », renchérit Richard Fahey, vice-président de la FCEI-Québec. La Coalition s'attaque à la grande centrale FTQ, qui compte 500 000 membres, dans un contexte préélectoral.

Au fur et à mesure que les recherches se poursuivent, l'enjeu devient si important que la Coalition « n'acceptera pas de compromis », déclare Gilles Taillon, président du CPQ.

Assujettir la machinerie de production toucherait les 11 000 manufacturiers du Québec — qui emploient 640 000 personnes et dont la production annuelle vaut dans les 122 milliards — et au moins 200 sous-traitants spécialisés. Le marché de ces 200 sous-traitants dans la machinerie de production est évalué à 200 millions et, selon des données de Statistique Canada, le coût de ces travaux y grimperait de 50 %, soit de 100 millions, selon M. Taillon, du CPQ.

Le décompte des coûts additionnels pour les 11 000 manufacturiers n'est pas encore établi avec précision. Le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Guy Fréchette, et des chercheurs de la Coalition, évaluent toutefois jusqu'à 600 millions le total des coûts additionnels. Michel Audet préfère parler de 400 à 600 millions tant que Samson Bélair n'aura pas complété la validation du coût exact. Cette estimation se base sur 20 millions d'heures travaillées par année sur la machinerie de production, dont le coût unitaire passerait de 35 \$ à 66,41 \$ (le tarif de la construction), soit de 700 millions à 1,3 milliard. Cela mettrait en péril des milliers d'emplois, craint-on.

La facture ne pourrait pas être reflétée aux clients, dans un contexte de mondialisation, souligne M. Audet.

Trente associations d'affaires,

dont celle de l'aluminium, des mines et de la forêt, viennent d'ailleurs de se joindre à la Coalition. Le président de la Chambre de Montréal — qui représente la majorité des manufacturiers et exportateurs du Québec — s'oppose « farouchement » à l'assujettissement.

Selon un sondage CROP réalisé dès novembre dernier, les trois quarts des manufacturiers s'y opposent aussi. Une tournée du Québec, amorcée depuis, permet de croire que l'opposition s'approche aujourd'hui des 100 %. L'opposition officielle (le Parti libéral) ap-

puie la Coalition et s'oppose à la FTQ, qui tente d'assujettir la machinerie depuis 1993 et a lancé une nouvelle offensive pour l'obtenir en ce début de 2002.

L'ACQ a répliqué hier vouloir éviter le retour des conflits dans la construction, comme il y a 30 ans.

CONSTRUCTION | Des mois actifs en vue dans le secteur résidentiel

Presse Canadienne

LE SECTEUR de la construction résidentielle devrait connaître une activité florissante au cours des prochains mois, selon Statistique Canada.

L'agence fédérale annonce que 18 000 permis de bâtir ont été délivrés en février dernier par les municipalités, pour un total d'un peu moins de 2,4 milliards de dollars.

Il s'agit du plus grand nombre de permis accordés depuis le mois de mars 1990. En valeur, il s'agit toutefois d'une baisse de 0,2 % au mois de janvier, un mois au cours duquel des records avaient aussi été atteints.

La faiblesse des taux hypothécaires, le niveau élevé de confiance des consommateurs et la rareté des logements existants sur le marché de la location ou de la revente ont poussé les acheteurs éventuels vers le marché des maisons neuves, selon Statistique Canada.

Les demandes de permis dans le secteur non résidentiel ont par contre accusé une baisse de 10,8 %, en valeur, à 1,3 milliard.

La tendance dans le secteur non résidentiel est en régression depuis le début de 2001.



VOLVO
V40 /mois (48 mois)
399\$⁺

LA V40: OBTENEZ 1 000 \$ D'ACCESSOIRES VOLVO, GRATUITEMENT.

BOÎTE DE VITESSES AUTOMATIQUE À 5 RAPPORTS • ANTIBROUILLARD ARRIÈRE • 33,5 PIEDS CUBES D'ESPACE UTILITAIRE • ROUES EN ALLIAGE DE SÉRIE • SIÈGES AVEC SYSTÈME DE PROTECTION ANTICROUPE • RIDEAUX GONFLABLES LATÉRAUX • PROTECTION CONTRE L'IMPACT LATÉRAL AVEC SACS GONFLABLES LATÉRAUX • CHAÎNE AUDIOPHONIQUE À 7 HAUT-PARLEURS • DÉVERROUILLAGE DES PORTES TÉLÉCOMMANDE AVEC SYSTÈME D'ALARME

Acompte : 2 225,00 \$
Dépôt de garantie : 0,00 \$
Premier paiement mensuel : 298,64 \$
Montant dû à la livraison : 2 623,64 \$
Frais de transport, livraison et préparation, taxes, immatriculation et assurance en sus



VOLVO
V70 /mois (48 mois)
499\$⁺

LA V70: PLEINE À CRAQUER DE CARACTÉRISTIQUES.

BOÎTE DE VITESSES MANUELLE À 5 RAPPORTS • LECTEUR CD ENCASTRÉ DANS LE TABLEAU DE BORD • 37,5 PIEDS CUBES D'ESPACE UTILITAIRE • ROUES EN ALLIAGE DE SÉRIE • SIÈGES AVEC SYSTÈME DE PROTECTION ANTICROUPE • RIDEAUX GONFLABLES LATÉRAUX • DÉVERROUILLAGE DES PORTES TÉLÉCOMMANDE AVEC SYSTÈME D'ALARME • PROTECTION CONTRE L'IMPACT LATÉRAL • SYSTÈME DE CLIMATISATION ÉLECTRONIQUE À DEUX ZONES

Acompte : 2 875,00 \$
Dépôt de garantie : 0,00 \$
Premier paiement mensuel : 498,62 \$
Montant dû à la livraison : 3 373,62 \$
Frais de transport, livraison et préparation, taxes, immatriculation et assurance en sus



VOLVO
V70 XC /mois (48 mois)
599\$⁺

LA V70 XC: TOUT CE QU'IL FAUT, OÙ QUE VOUS ALLIEZ.

BOÎTE DE VITESSES AUTOMATIQUE GEARTRONIC À 5 RAPPORTS AVEC MODE HIVER • ROUES EN ALLIAGE DE SÉRIE • SYSTÈME ANTIVOL AVEC IMMOBILISATEUR • 37,5 PIEDS CUBES D'ESPACE UTILITAIRE • SIÈGES AVEC SYSTÈME DE PROTECTION ANTICROUPE • CHAÎNE AUDIOPHONIQUE AM/FM DE QUALITÉ SUPÉRIEURE AVEC CHANGEUR CD ENCASTRÉ DANS LE TABLEAU DE BORD • SELLERIE EN CUIR

Acompte : 4 795,00 \$
Dépôt de garantie : 0,00 \$
Premier paiement mensuel : 598,96 \$
Montant dû à la livraison : 5 393,96 \$
Frais de transport, livraison et préparation, taxes, immatriculation et assurance en sus

VOUS PENSEZ À VOS VACANCES? LAISSEZ-VOUS EMPORTER!

LA SUITE À VOLVOCANADA.COM ET CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE VOLVO

le groupe
VOLVO

Laval
VOLVO LAVAL
div. de: Boulevard St-Martin Auto
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
(514) 725-9394

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

Le PDSF pour une Volvo V40 1.9T/V70 2.4/V70 XC 2002 est de 32 495 \$/37 995 \$/49 495 \$ l'offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation de crédit. À titre d'exemple, location d'une Volvo V40 1.9T/V70 2.4/V70 XC 2002: 398,64 \$/498,62 \$/698,96 \$ par mois pendant 48 mois à un taux annuel de 3,88 %/5,9 %/5,9 %. 2 225,00 \$/2 875 \$/4 795 \$ d'acompte ou échange équivalent. Le coût total de location est de 19 134,72 \$/23 933,76 \$/28 750,08 \$. Prix d'achat à l'échéance du bail de 14 583,80 \$/17 990,25 \$/24 089,60 \$. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Le premier paiement mensuel dû à la livraison. Dépôt de garantie non requis jusqu'au 30 avril, 2002. Kilométrage limité à 20 000 km par an (frais de 0,08 \$/0,16 \$/0,16 \$ par kilomètre excédentaire). Frais de transport et de livraison de 1 050 \$. taxes, immatriculation et assurance en sus. Le concessionnaire peut réduire le prix de vente ou de location. Véhicules illustrés avec roues en option. L'offre s'applique aux Volvo V40 1.9T/V70 2.4/V70 XC 2002 neuves en inventaire achetées ou louées chez les concessionnaires Volvo participants tant qu'il y en aura. Certaines conditions d'application. Tous les détails chez votre concessionnaire Volvo. ©2002 Automobiles Volvo du Canada Ltée. «Volvo pour la vie» est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltée. Bouclez toujours votre ceinture de sécurité. Visitez: www.volvocanada.com.

PME

Newmerical Technologies : les simulateurs qui génèrent de vraies économies

LAURIER CLOUTIER

Grâce à ses services d'ingénierie basés sur des logiciels de simulation en 3D, Newmerical Technologies sabre le coût des avions, des autos et du ...
Coke.

L'entreprise montréalaise, dont les actions sont cotées depuis le 26 octobre à la Bourse CDNX, de Vancouver, a déjà une histoire captivante et son avenir semble prometteur. Elle se trouve cependant dans une industrie fort concurrentielle.

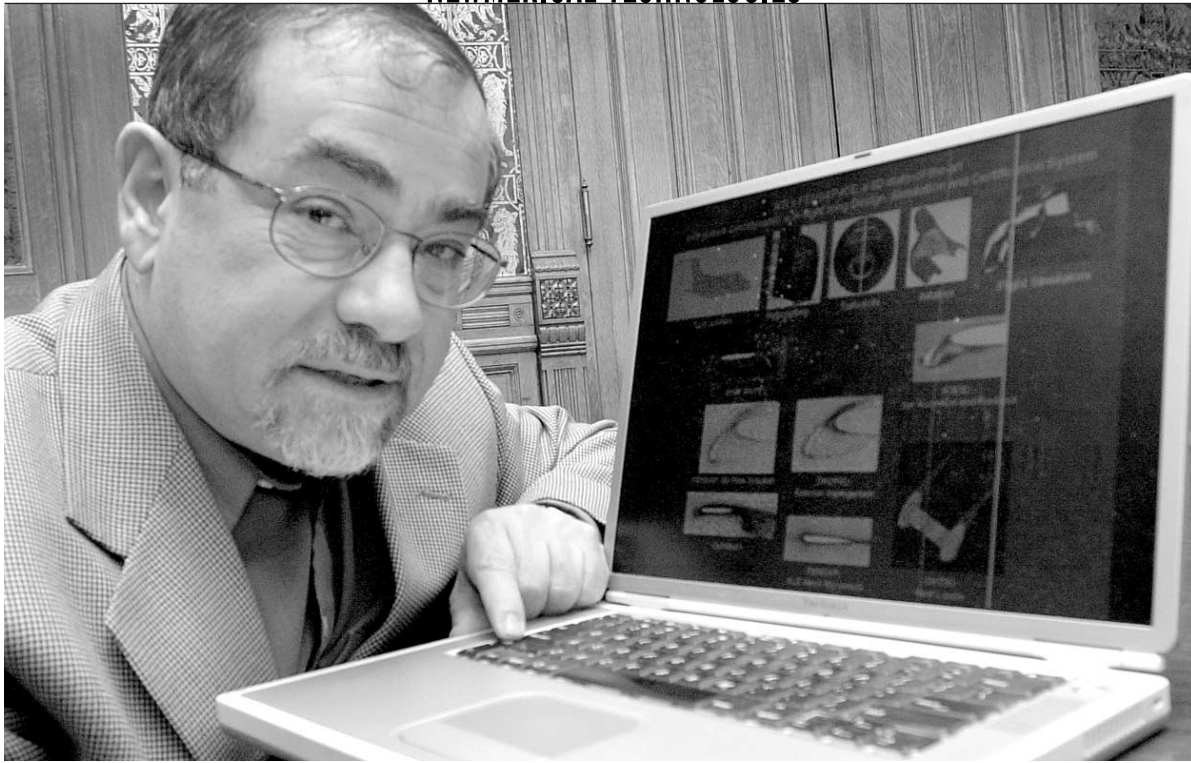
Le Dr Wagdi G. (Fred) Habashi, président et principal actionnaire de Newmerical, estime qu'il peut abaisser de moitié le coût de la certification d'un avion et faire épargner à son fabricant des milliers d'heures de tests durant ce processus, souvent d'une durée de trois ans. Newmerical participe à la certification de l'Airbus 380 et Bombardier Aéronautique « va commencer à utiliser notre logiciel », dit M. Habashi.

Les clients dans l'industrie de l'automobile peuvent de leur côté améliorer la conception, réduire le temps de lancement, baisser le coefficient de traînée et bonifier l'acoustique.

Coca-Cola a trouvé une application surprenante pour l'un des logiciels de Newmerical : réduire de moitié le temps de remplissage d'un verre de Coke à partir d'une fontaine. Les préposés à la fontaine n'arrivent pas à remplir un verre d'un seul coup à cause de la mousse sortant de l'appareil. Ils doivent s'y prendre à deux fois. Newmerical a indiqué comment corriger le petit défaut de la fontaine, grâce à son logiciel 3D.

Dreyer's Grand Ice Cream, vous connaissez ? C'est un concurrent de Häagen-Dazs aux États-Unis. Newmerical a modifié légèrement la vitesse de fabrication de sa crème

NEWMERICAL TECHNOLOGIES



Wagdi G. Habashi, président

› Sièges sociaux : Montréal

› Actionnaire : Wagdi G. Habashi

› Nombre d'employés : 15

› Fondation : 1998

› Activités : Conception et vente de logiciels de simulation en 3D et services d'ingénierie

glacée afin d'obtenir un produit à consistance uniforme, à meilleur coût. Cette fois-ci, la baisse de la facture se limite « à 5 % », avoue M. Habashi.

Le fabricant du chocolat Hershey a également réduit la durée de refroidissement de son produit et son coût d'énergie.

Pour l'exercice financier se terminant le 30 juin prochain, Fred Habashi prévoit un chiffre d'affaires de deux millions, qui devrait tripler l'année suivante. Les États-Unis devraient apporter 60 % des

revenus et l'Europe 30 %. Ça démarre au Japon, dit Fred Habashi.

D'ici cinq ans, le président prévoit que Newmerical connaîtra à la fois une croissance à l'interne mais aussi par des acquisitions et des alliances. Comme ses logiciels sont modulaires, Newmerical peut les greffer sur d'autres et augmenter ainsi leur efficacité. La PME montréalaise peut conclure des partenariats avec des firmes de sa taille et élargir ainsi sa gamme de produits et services dans de nombreux secteurs : électricité, électromagnéti-

que, fluides, élasticité des matériaux, givrage des avions, enquêtes sur les accidents d'avions. M. Habashi a déjà quatre contrats d'enquête.

Fondée en 1998, Newmerical compte Airbus dans sa clientèle depuis trois ans. La liste s'est toutefois considérablement allongée depuis lors et comprend notamment Bell Helicopter Textron, CAE, DaimlerChrysler Aerospace, Eurocopter, Pratt & Whitney Canada et des assureurs de transporteurs aé-

riens. Le complexe immobilier Tunney's Pasture, d'Ottawa, a commandé à Newmerical une étude sur l'effet du vent.

Le Dr Habashi a un curriculum vitae long comme le bras. Ce docteur en génie aéronautique de l'Université Cornell enseigne aussi le génie mécanique à l'Université McGill. Il est le responsable du projet de superordinateur du consortium McGill-Laval-UQAM, pour lequel il vient de décrocher huit millions auprès d'Ottawa et de Québec. Au moment de l'entrevue, M. Habashi partait donner un coup de main à Fairchild Dornier, un concurrent de Bombardier Aéronautique en difficultés financières, avant un rendez-vous avec la Federal Aviation Authority des États-Unis.

Newmerical est l'aboutissement de 25 ans de travaux universitaires de l'équipe de Fred Habashi. L'effectif de la PME vient de passer de trois à 15 employés, dont six détenteurs d'un doctorat et cinq, d'une maîtrise. L'ouverture du capital a permis de rapatrier deux docteurs travaillant en Belgique et en Allemagne.

Newmerical tire 35 % de ses revenus de la vente de logiciels, mais 65 %, de contrats de services, en raison de la complexité de l'utilisation de ses produits.

Le coût de certification d'un avion régional de Bombardier atteint de trois à quatre millions, dit M. Habashi. Newmerical vient d'offrir à la compagnie Safire, de Floride, de certifier au complet son nouvel avion d'affaires pour 250 000 \$ US. Safire a décroché 700 commandes pour un petit avion d'affaires de cinq ou six passagers, vendu 850 000 \$ US. Il devient fort tentant pour des gens d'affaires, après le 11 septembre, d'acheter un avion pour moins d'un million américain, reconnaît Fred Habashi.

Il n'y a pas si longtemps,
les conseils de prudence, vous vous en fchiez !

Aussitôt entrés par une oreille, ils sortaient par l'autre

Tout était si déroutant !

*La gorge serrée par l'angoisse,
l'estomac retourné, le cœur battant à tout rompre ?*

Désolé. On ne peut pas vous offrir ça.

Chez Placements Franklin Templeton, nous croyons aux notions de force, de certitude et de stabilité. C'est pourquoi tous les fonds Franklin Templeton sont gérés par quelqu'un qui travaille chez Franklin Templeton. Nous nous distinguons par quatre styles de gestion distincts et une efficacité générée par 339 gestionnaires de portefeuilles provenant de 53 bureaux répartis dans le monde, ce qui nous permet d'offrir de solides performances et une profondeur incomparable. Demandez à votre conseiller financier de vous parler du Fonds de croissance Templeton, du Fonds international d'actions Templeton et du Fonds de croissance multinationale Bissett ou visitez le site www.franklintempleton.ca. Ampleur, profondeur et dévouement.

Voilà ce qu'on peut vous offrir. <TIREZ PROFIT DE NOTRE SAVOIR>

Les montants investis dans les fonds communs de placement peuvent être associés à des commissions, des frais administratifs, des frais de gestion et des frais d'exploitation. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et il se peut que les résultats obtenus par le passé ne se reproduisent pas.

30419174

FONDS FRANKLIN

FONDS Mutual

Besoins pressants de personnel dans la région de Louiseville

GUY VEILLETTE
Le Nouvelliste

LOUISEVILLE – Depuis deux ans, Denis Trahan prend la peine d'envoyer par courrier un dépliant pour vendre son entreprise aux quatre coins de la région. C'est la meilleure façon qu'il a trouvée pour recruter des bouchers industriels. Car chez A. Trahan Transformation, de Yamachiche, les besoins sont pressants.

« J'embaucherais 10 personnes demain matin », assure le président-directeur général de cette entreprise qui compte déjà 175 employés, et surtout, qui connaît une croissance importante depuis une dizaine d'années.

La sollicitation par courrier a permis à M. Trahan de se trouver une cinquantaine d'employés, selon lui. « On essaie de se démarquer, explique-t-il. On affiche très clairement nos conditions de travail, nos avantages sociaux. Et ça fonctionne ! C'est un bon véhicule promotionnel, qui fait beaucoup jaser. »

M. Trahan n'est pas le seul employeur à faire des pieds et des mains pour dénicher de la précieuse main-d'oeuvre dans la MRC de Maskinongé. Hier matin, un point de presse présenté par Emploi-Québec et le centre local de développement lançaient un cri d'alarme pour attirer les gens à la recherche d'un emploi. Dans la MRC de Maskinongé, plus de 300 postes doivent être comblés le plus rapidement possible, dans les secteurs du meuble, de la transformation alimentaire et de l'impression.

Un discours qui tranche avec les données toujours un peu déprimantes sur le taux de chômage régional.

« Pourtant, on est tous d'accord pour dire qu'on a de la difficulté à se trouver de la main-d'oeuvre, souligne M. Trahan. Dans l'environnement d'une population vieillissante, qui a de moins en moins d'enfants et dont les jeunes deviennent de plus en plus scolarisés, c'est normal. Pour les chaînes de fabrication, quelles qu'elles soient, des problèmes sont à venir. »

Pour attirer l'attention des personnes à la recherche d'un emploi, la MRC de Maskinongé a donc décidé d'afficher clairement ses besoins. À deux endroits à Louiseville, un immense panneau claironnant l'urgence de combler ces postes a été installé. Selon Mannon Ross, directrice générale au Centre local de développement de la MRC de Maskinongé, trois facteurs expliquent ce boom industriel. Il s'agit de l'augmentation constante des activités d'exportation, surtout dans le secteur du meuble ; l'innovation dans la fabrication des produits comme dans leur commercialisation, ainsi qu'une gestion avant-gardiste qui anticipe les tendances du marché.

M^{me} Ross précise que 174 entreprises industrielles emploient présentement 4735 personnes dans la MRC de Maskinongé. « Nous pouvons nous enorgueillir d'être le territoire le plus industrialisé per capita en Mauricie », souligne-t-elle.

Au cours d'un point de presse hier matin, on a surtout insisté sur les besoins de six entreprises de cette municipalité régionale de comté, qui embauchent ensemble environ 1300 personnes. Il s'agit de Bermex international, A. Trahan Transformation, Canadel, Aliments Lucyporc, Dinec et Imprimerie Gagné.

Le gestionnaire et la négociation

6 et 7 mai 2002 – 9 h à 17 h

Pour le gestionnaire, la négociation est un mécanisme de prise de décision où il s'agit d'obtenir une entente dans des contextes variés. Pour réussir, développez vos capacités d'analyse et de diagnostic de ces situations et vos habiletés de négociation.

<http://www.hec.ca/cphec/programmes/gn.htm>

Devenez créatif sur demande : la pensée latérale d'Edward de Bono

7 et 8 mai 2002 – 9 h à 17 h

La créativité s'apprend. Exploitez votre énergie créatrice. Apprenez à élargir votre vision, à prendre vos problèmes de front avec des idées nouvelles, à obtenir rapidement des résultats concrets.

<http://www.hec.ca/cphec/programmes/pl.htm>

La santé mentale au travail : défis, enjeux et pistes de solution

8, 9 et 10 mai 2002 – 9 h à 17 h

Vous trouverez dans ce programme des grilles d'analyse et de diagnostic servant à reconnaître les signes et les symptômes de problèmes de santé mentale au travail et à connaître les approches d'intervention : prévention, éducation, programmes d'aide aux employés.

<http://www.hec.ca/cphec/programmes/po.htm>

How to Project a Professional Image with Your Business Correspondence in English

9 et 10 mai 2002 – 9 h à 17 h

Projetez une image professionnelle par la qualité de vos communications d'affaires en anglais, la lettre, la note, le courrier électronique. C'est aujourd'hui un atout essentiel à tous les niveaux des organisations.

Aucune formation postsecondaire n'est exigée.

Le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales

<http://www.hec.ca/cphec/programmes/hppi.htm>

SESSIONS INTRA-ORGANISATIONNELLES

Ces programmes peuvent être adaptés et offerts dans votre entreprise. (514) 340-6001



CHAQUE MERCREDI, VENDREDI ET SAMEDI.
YVES BOISVERT

La Presse
cyberpresse.ca

Vous pourriez dépenser plus pour une voiture haute performance. Si vous êtes prêt à faire des compromis.

Lorsque les ingénieurs de Lexus ont défini leur concept de la véritable berline sport haute performance, ils n'ont fait aucun compromis dans leur quête incessante de la perfection. Et vous ne devriez pas avoir à en faire non plus. Acclamée pour ses performances hors pair, la IS 300 de 3 L et 215 ch a un grand pouvoir d'accélération, une force de freinage exceptionnelle et une tenue de route exemplaire. En fait, elle est dotée de tous les attributs-clés d'une voiture haute performance. Ses caractéristiques de série incluent une boîte

manuelle à 5 vitesses, des roues en alliage de 16 po, des phares à décharge à haute intensité (HID) auto-ajustables et un système de son haut de gamme de 240 watts à 8 haut-parleurs avec radio AM-FM et lecteur de CD. Et le fait que la IS 300 soit si abordable la rapproche de l'objectif des ingénieurs Lexus : la perfection.

Pour contacter un concessionnaire Lexus ou en savoir plus :
1 800 26-LEXUS • www.lexus.ca

LA LEXUS IS 300 2002

5,9%	385\$*
TAUX DE LOCATION	PAR MOIS

À la conquête de la perfection.

LEXUS



*Taux d'intérêt de 5,9 % s'appliquant à un contrat de 36 mois de TCCL pour une Lexus IS 300 2002 neuve. Approbation du crédit requise. Taux valable uniquement pour les modèles en stock chez le concessionnaire et ne pouvant être combiné à aucune autre offre. Exemple de financement: IS 300 (Groupe A) - Taux d'intérêt: 5,9% - Durée du contrat: 36 mois - PDSF: 37 820 \$ moins une contribution SportPlus de 1 500 \$ à partir du 1er février 2002 - Acompte ou valeur d'échange: 7 750 \$ - Mensualité: 305 \$ - Dépôt de sécurité: 300 \$ - Kilométrage limité à 24 000 km par an. Frais de 0,10 \$ par km supplémentaire (ou de 0,10 \$ par km si convenu à la signature du contrat). Frais de transport, de préparation, d'immatriculation et taxes en vigueur en sus. Voyez le concessionnaire Lexus le plus proche pour plus de détails. Offre expirant le 30 avril 2002. Le modèle montré peut être doté d'équipement en option.



« Je tiens vraiment à remercier mes parents, ma soeur, et Paul, de Méga Itée, qui m'a confirmé qu'il avait reçu mon CV. »

Soyez l'entreprise à qui les candidats disent « oui ». RH EnDirect vous offre les moyens d'attirer, de gérer et de sélectionner des candidats par l'entremise de la section carrières de votre site corporatif, en utilisant tous les outils de pointe de Workopolis exigés par les chercheurs d'emploi. RH EnDirect vous permet de forger des liens étroits avec les candidats tout en réduisant les coûts et le temps nécessaires pour embaucher la crème de la crème. Imaginez cette parfaite union – votre site conserve le caractère et l'aspect de votre marque d'entreprise tout en acquérant ce qu'il lui faut pour communiquer un message à l'enseigne d'un employeur de choix. Pour en savoir davantage, veuillez contacter ventes@workopolis.com ou appelez le 1.888.641.4047 et dites, « oui, je le veux ».

workopolis
RH EnDirect^{MD} 



Agence France-Presse

SAN FRANCISCO – L’Université de Californie (University of California) a ajouté neuf institutions financières, dont la Banque CIBC, à sa plainte déjà déposée contre le groupe de courtage en énergie Enron, a indiqué hier le chef des services juridiques de cette université.

Dans une plainte révisée déposée devant un tribunal de Houston, où se trouve le siège d’Enron, l’Université cite JP Morgan Chase, Citigroup, Merrill Lynch, Credit Suisse First Boston, Canadian Imperial Bank of Commerce (CIBC), Bank of America, Barclays

Bank PLC, Deutsche Bank et Lehman Brothers comme responsables de transactions frauduleuses qui auraient coûté aux actionnaires d’Enron plus de 25 milliards de dollars américains.

L’Université est le plaignant principal et représente dans sa démarche des milliers d’autres investisseurs qui ont perdu leur argent avec la chute de l’action Enron, passée de 100 \$US au début 2001 à 20 cents US récemment.

« Ces banques prestigieuses et leurs cabinets d’avocats ont utilisé leur compétence et leur réputation professionnelle pour aider des responsables d’Enron à faire grimper artificiellement le cours de l’action de l’entreprise et donner une apparence trompeuse de bonne santé financière et de rentabilité qui a incité les actionnaires à investir des milliards

de dollars », a affirmé James Holst, le chef des services juridiques de l’université, qui était actionnaire d’Enron.

« En échange, ces firmes ont reçu des commissions atteignant des milliards de dollars et certains de leurs dirigeants ont même exploité la situation pour s’enrichir personnellement », ajoute la plainte, détaillée dans un dossier de 485 pages.

« Les banques d’investissements ont aidé Enron à créer des partenariats déguisés, à utiliser des compagnies offshore pour dissimuler l’encours exact des emprunts du groupe et à organiser des cessions fictives d’actifs surévalués », poursuit l’université.

Le dossier d’accusation comprend également des documents faisant état de transactions financières d’initiés atteignant 1,2 milliard US et réalisées par 28 dirigeants

d’Enron, soit 171 millions US de plus que ce qui avait été auparavant estimé.

L’ex-PDG du groupe, Kenneth Lay, et un autre responsable, Robert Belfer, ont à eux deux vendu pour 144 millions US d’actions de plus que les chiffres déjà connus, affirme la plainte.

Celle-ci élargit une première procédure introduite en octobre et qui ne citait qu’Enron, 29 de ses principaux dirigeants, ainsi que la firme d’audit Arthur Andersen chargée de certifier les comptes du groupe de courtage en énergie, placé sous la protection de la loi sur les faillites depuis décembre dernier.

La plainte vise également deux cabinets d’avocats, l’un de Houston (Vinson and Elkins), l’autre de Chicago (Kirkland and Ellis), qui ont travaillé pour Enron.

AFFAIRES
700

715

SERVICES SPÉCIALISÉS, FINANCEMENT

A-1 RÉPARATION DE CRÉDIT
Nous réparons les rapports de crédits.
100% de garantie. 1-877-319-7459 ext. 37

AVIS
800

801

AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

À EMILE LOISELLE

SOYEZ avisée qu'une demande portant le numéro 22-11116-002 G concernant le logement situé au 700 St-Joseph a été intentée contre vous à la régie du logement au 170 Hôtel de Ville, Hull. L'audition de cette demande aura lieu le 11 avril 2002 à 9 :00 heures, à ce bureau.
R 850

AVIS de clôture d'inventaire

AVIS est par les présentes donné que, à la suite du décès de **RENÉE PAGEAU**, en son vivant résidente au 3535, Papineau, app. 1405, Montréal, Québec, H2K 4J9, survenu le 7 septembre 2001, un inventaire des biens de la défunte a été fait par le liquidateur successoral, Alain DESROSNIERS, le 4 avril 2002, devant Me Ginette Allard, notaire, lequel inventaire peut être consulté à son étude au 1681 rue Rachel Est, bureau 22, Montréal, Qc, H2J 2K7.
R 801

AVIS DE VENTE JUDICIAIRE

AVIS est donné aux adjudicateurs qu'un véhicule de marque MERCURY TOPAZ sera vendu aux enchères, le 20 avril 2002, à 14 heures au 6, 12286 boul. Langelier à Montréal-Nord.
Joe Odman, huissier de justice
6767 Côte-des-Neiges
Tél. : (514) 344-3812
Condition : ARGENT COMPTANT
R 801

AVIS DE VENTE JUDICIAIRE

AVIS est donné aux adjudicateurs qu'un véhicule de marque BMW 5351 sera vendu aux enchères, le 20 avril 2002, à 11 heures de L'AVANT-MIDI, au 308-A, 1825 THERRIEN, à Brossard.
Joe Odman, huissier de justice
6767 Côte-des-Neiges
Tél. : (514) 344-3812
Condition : ARGENT COMPTANT
R 801

AVIS PUBLIC
(Article 230.4 - Loi sur les régimes complémentaires de retraite)
Pension Plan of Jacuzzi Canada,
a Division of U.S.I. Canada Inc.
(Le " Régime ")
Enregistrement No. 0395632 (Ontario)
AVIS EST DONNÉ à tous les participants actifs et inactifs, à tous les bénéficiaires actuels ainsi qu'à toute personne qui croit avoir des droits en vertu du Régime que le Régime a été terminé totalement avec effet au 31 octobre 2001 et qu'il est depuis en voie de liquidation.
Le 28 mars 2002, l'employeur partie au Régime a soumis un projet d'entente afin de partager l'excédent d'actif de la caisse de retraite du Régime (le " **Projet d'entente** "). Toute personne qui croit avoir des droits en vertu du Régime ou en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (la " **Loi RCR** ") et qui n'a pas reçu une copie du Projet d'entente peut faire valoir ses droits auprès de l'administrateur du Régime, U.S.I. Canada Inc., dans un délai de soixante (60) jours de la publication du présent avis, à moins qu'il n'y ait recours à l'arbitrage pour faire décider qui aura droit à l'excédent d'actif, auquel cas les intéressés auront jusqu'à la date où l'affaire sera prise en délibéré pour faire valoir leurs droits, à l'adresse suivante:
Au soin de: Me Stephanie Kalinowski
Hicks Morley Hamilton Stewart Storie LLP
Tour Toronto-Dominion, 30ième étage
Boîte 371, Centre T-D
Toronto (Ontario) M5K 1K8
Tout ancien participant du Régime qui a été visé par une terminaison partielle du Régime dont la date est antérieure au 31 octobre 1994 et dont les droits ont été acquittés et tous ceux dont les droits en vertu du Régime ont été acquittés avant le 1er janvier 1990 par un contrat constitutif de rentes conclut avec un assureur, ainsi que les personnes qui, désignées comme bénéficiaires au terme d'un tel contrat, conservent encore des droits en vertu de ce contrat, sont considérées comme participants ou bénéficiaires, pourvu qu'ils fassent valoir leurs droits auprès l'administrateur du Régime dans le délai indiqué plus haut.
Tout ancien participant du Régime ayant cessé sa participation active après le 31 décembre 2000 et dont les droits dans le Régime ont été acquittés avant le 31 octobre 2001 demeure un participant pour les fins de la répartition de l'excédent d'actif.
Toute personne qui aura pu établir son statut de participant ou bénéficiaire pourra consulter le texte du Projet d'entente au bureau de l'administrateur du Régime ou en demander une copie à l'administrateur du Régime et, s'il y a lieu, faire connaître son opposition au Projet d'entente dans les soixante (60) jours de la publication du présent avis ou dans les soixante (60) jours de la transmission des relevés de droits de base si cette échéance est postérieure, en écrivant à la Commission des services financiers de l'Ontario, à l'adresse suivante :
5160 rue Yonge, 4ième étage
Boîte 85
North York (Ontario) M2N 6L9
Le 9 avril 2002
R 801

850

AVIS DE DISSOLUTION,
CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que GUY DE SILVA dont l'adresse du domicile est le 830 avenue Pratt, Outremont, Montréal (Qué), présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de GUY DA SILVA.
R 850

compaq.ca | affaires

L'ordinateur de bureau primé
Evo D500 ultra-mince avec
écran plat

1 499 \$

Location : 53 \$/mois*

Processeur Intel® Celeron® à 1,3 GHz

Écran plat TFT de 15 po

Unité de disque dur de 20 Go

Mémoire SDRAM de 128 Mo

Carte réseau Intel 10/100 intégrée

Contrôleur graphique Intel 3D Direct AGP

Microsoft® Windows® XP Professionnel/
Microsoft Windows 2000 (double installation)

Protégé par une garantie limitée de trois ans

Ajoutez un modem USB 56K pour 107 \$

Ajoutez une unité CD-ROM 24X MultiBay pour 109 \$

Ajoutez une unité DVD-ROM 8X pour 299 \$

Ajoutez une unité CD-RW 8X MultiBay pour 359 \$

CONCEPTION ERGONOMIQUE DE FORMAT COMPACT

Au quart de l'épaisseur de la plupart des ordinateurs de bureau, ce modèle ultra-mince et à la fine pointe de la technologie peut s'installer sur votre bureau à la verticale ou à l'horizontale.

EXTENSIBLE

Les modules MultiBay vous permettent d'ajouter des fonctions de télécommunications sans fil à votre ordinateur de bureau. Vous bénéficierez ainsi de la liberté que procure la connectivité sans fil au réseau d'entreprise.

OFFREZ-VOUS LA
LIGNE MINCEUR.

Cette semaine seulement, économisez 309 \$: achetez cet ordinateur de bureau Compaq Evo^{MC} D500 ultra-mince avec un écran plat TFT de 15 po pour seulement 1 499 \$. Intégrant un puissant processeur Intel^{MD} Celeron^{MD} à 1,3 GHz, cet ordinateur de bureau offre un ensemble innovateur de caractéristiques, de souplesse et de capacité de gestion pour les services de TI d'aujourd'hui. Offerte avec un écran plat pour un temps limité à ce prix avantageux, voilà une promotion que vous ne voudrez pas manquer. Alors, faites vite et achetez le vôtre dès aujourd'hui à l'adresse compaq.ca/affaires. Revenez chaque semaine sur ce site pour trouver d'autres solutions informatiques axées sur la valeur et conçues pour votre entreprise.

Achetez en ligne à l'adresse compaq.ca/affaires
Composez le 1 866 326-0064

VISITEZ NOTRE SITE OÙ VOUS TROUVEREZ POUR VOTRE ENTREPRISE D'AUTRES SOLUTIONS INFORMATIQUES FONDÉES SUR LES PROCESSEURS INTEL^{MD}

BLOCS-NOTES ET
ORDINATEURS DE
BUREAU EVO^{MC}
POUR ENTREPRISE

ORDINATEURS
DE POCHE
iPAQ^{MC}

SERVEURS
PROLIANT^{MC}

ORDINATEURS DE
BUREAU ET BLOCS-
NOTES PRESARIO^{MC}
POUR LE BUREAU À
DOMICILE

La technologie de l'inspiration

Les PC Compaq utilisent une version originale de Microsoft® Windows®
www.microsoft.com/piracy/howtotell

© 2002 Compaq Information Technologies Group, L.P. Compaq, le logo Compaq, Evo et La technologie de l'inspiration sont des marques de commerce de Compaq Information Technologies Group, L.P. Microsoft est une marque déposée de Microsoft Corporation aux États-Unis, au Canada et (ou) dans d'autres pays. Intel, le logo Intel Inside et Pentium sont des marques déposées de Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays. Les noms des autres produits mentionnés ci-dessus peuvent être des marques de commerce et (ou) des marques déposées de leurs sociétés respectives. Offre valide seulement sur les achats effectués entre le 9 et le 15 avril 2002 inclusivement. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. Les prix et la valeur des rabais indiqués sont fondés sur les prix courants affichés sur le site Web de Compaq. Les revendeurs agréés de Compaq peuvent vendre à un prix moindre. Taxes et transport en sus. Les prix sont sujets à changement. Offre nulle là où la loi l'interdit. En vigueur au Canada seulement. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre. Compaq se réserve le droit de modifier ou d'annuler ce programme en tout temps, sans préavis. Quantité limitée. Maximum de 25 unités par offre, par client. Le prix de location est fondé sur un contrat de 36 mois. Location par l'entremise de la Société des Services financiers Compaq Canada aux clients commerciaux admissibles seulement (et non à des fins personnelles, familiales, domestiques ou agricoles), sur approbation de crédit. La première et la dernière mensualité sont payables d'avance, taxes applicables en sus. Le montant minimum de location d'équipement Compaq doit être de 1 000 \$ pour être admissible à cette offre. Le prix de location réel est fondé sur le prix pratiqué par Compaq ou le revendeur; il est conditionnel à la disponibilité, à l'approbation de crédit et à l'exécution des documents de financement standard. Option d'achat à la juste valeur marchande à la fin du contrat de location. Les modalités du contrat sont sujettes à changement sans préavis. L'offre de financement porte sur des produits Compaq spécifiques. Pour voir les autres offres ou pour obtenir de plus amples renseignements ainsi que les prix courants, veuillez consulter le site Web www.compaq.ca/affaires. Les heures ouvrables du centre d'appels sont de lundi au vendredi de 8 h à 20 h 30 HNE. Le magasin en ligne est ouvert 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

L'Union européenne gêne le pouvoir d'adaptation de ses membres



FRÉDÉRIC WAGNIÈRE
ANALYSE

La politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) ne convient pas toujours à tous les membres de la zone euro, qui peuvent se trouver sur des trajectoires conjoncturelles très différentes. Incapables de faire une politique monétaire anticyclique, les gouvernements nationaux doivent, par conséquent, modifier leurs politiques fiscales et budgétaires pour pouvoir influencer le cours de l'économie.

Mais, après le ralentissement de l'année dernière, il y en a plusieurs qui découvrent que leur latitude dans le domaine des finances publiques est aussi restreinte par les exigences du maintien de la valeur de l'euro et pour éviter des écarts trop grands entre pays membres. Et s'ils ont tendance à l'oublier, le commissaire européen pour les Affaires économiques et monétaires, Pedro Solbes, est là pour le leur rappeler.

Le premier ministre de l'Italie, Silvio Berlusconi, avait promis de fortes baisses d'impôts lors de la campagne électorale et ses collè-

gues de droite, le président Jacques Chirac en France et le premier ministre de la Bavière Edmund Stoiber ont repris ce thème dans leurs campagnes électorales. Pour la France et, surtout, pour l'Allemagne, qui occupe la dernière place pour la croissance en Europe, ce serait une mesure qui rendrait l'économie plus dynamique et permettrait de diminuer le chômage, qui est actuellement de plus de 9 %.

Ils espèrent pouvoir maintenir leur déficit budgétaire à moins de 3 % du produit intérieur brut, comme l'exige le Pacte de stabilité, pour que la BCE puisse poursuivre une politique monétaire cohérente. M. Solbes a cependant jeté un froid chez les trois grands de la zone euro en leur rappelant que 3 % est une valeur limite qu'il ne faut pas dépasser mais que le Pacte prescrit plutôt l'équilibre budgétaire à moyen terme.

Il y a des économistes européens, surtout en Grande-Bretagne, qui estiment que le Pacte de stabilité est trop contraignant, comme on aurait facilement pu s'en rendre compte s'il y avait eu une véritable récession avec une baisse marquée des revenus des gouvernements. Son utilité avait été cruciale pendant la période de transition pour mettre tous les pays sur pied d'égalité au moment où on a figé les taux de change, mais maintenant il diminue la capacité des gouvernements de mener une politique con-



Le chancelier de l'Allemagne, Gerhard Schröder et le président de la France, Jacques Chirac.

joncturelle nationale ou régionale et de réaliser des réformes structurelles.

Le président Chirac pense que des réformes de l'État pourraient financer les diminutions d'impôts qu'il envisage. Dans ce domaine, le

pouvoir du gouvernement est aussi limité par la résistance que font les syndicats à toute diminution des effectifs des fonctionnaires et de la masse salariale de l'État. M. Chirac maintient qu'il est possible d'améliorer l'efficacité de la fonction pu-

blique, mais il s'agit d'un travail de longue haleine alors que la baisse des impôts ne devrait pas trop attendre pour qu'elle soit efficace.

En Allemagne, le gouvernement du chancelier Gerhard Schröder a déjà fait voter des baisses d'impôts et M. Stoiber envisage avant tout une diminution de la fiscalité des PME, un secteur très important en Allemagne, surtout en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg. Mais même sans cette baisse le déficit est déjà très près de la limite de 3 %. L'Allemagne pourrait donc faire une exception aux règles du Pacte de stabilité pour relancer la croissance, au grand déplaisir de M. Solbes. Cependant, les relations entre le gouvernement de Berlin et les syndicats sont telles qu'il est possible de projeter des diminutions des dépenses. Ce serait même un moyen de rendre l'économie plus dynamique sans augmenter le déficit, car les pouvoirs publics allemands tendent à occuper une place excessive dans l'économie.

Enfin, l'Union européenne caresse toujours le rêve de devenir la première puissance dans l'économie du savoir. Or, pour y parvenir, les gouvernements doivent mettre en valeur l'intégration économique croissante en poursuivant des politiques nationales innovatrices. Cela n'est guère réaliste si le Pacte de stabilité, interprété de façon trop littérale, freine leur capacité de s'adapter au changement.

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de
LA CAISSE CANADIENNE DE DÉPÔT DE VALEURS LTÉE
* Modifications aux renseignements déjà publiés.
A = annuelle ; S = spéciale ; G = générales ;
X = supplémentaire ; E = extraordinaire.

Raison sociale	Date inscr.	Date d'ass.	Type d'ass.
Acclaim Energy Inc.	9 avr.	14 mai	AGS
Avantage Link Inc.	16 avr.	23 mai	AS
Alberta Star Development Corp.	15 avr.	29 mai	AG
Altai Resources Inc.	8 mai	14 juin	AS
American Leduc Petroleums Ltd.	22 avr.	5 juin	AGS
Amtelecom Group Inc.	19 avr.	28 mai	A
Arcamatrix Corporation	1 ^{er} mai	5 juin	AS
Azcar Technologies Inc.*	11 avr.	22 mai	AS
APF Energy Trust	28 avr.	3 juin	AGS
Barker Minerals Ltd.	24 avr.	31 mai	A
Basis 100 Inc.*	4 avr.	9 mai	AS
Biophage Pharma Inc.	18 avr.	27 mai	AG
Blackhorn Gold Mines Ltd.	15 avr.	23 mai	A
Blackstrap Hospitality Corp.	15 mai	21 juin	A
Bonterra Energy Income Trust	7 mai	18 juin	AG
Boundary Creek Resources Ltd.	17 avr.	22 mai	AG
Broadgate Capital Inc.	25 avr.	4 juin	A
Broadview Press Inc.	22 avr.	28 mai	AG
Buckeye Energy Corporation	22 avr.	28 mai	AG
BNN Investment Ltd.	17 avr.	22 mai	A
C-Tech Energy Services Ltd.	16 avr.	21 mai	AG
Cableserv Inc.	28 avr.	11 juin	AS
Canadian 88 Energy Corp.	22 avr.	30 mai	AG
Castle Bay Enterprises Ltd.*	19 mars	29 avr.	AS
Climatec Environmental Eng. Inc.	3 mai	14 juin	AS
Circuit World Corporation	25 avr.	30 mai	A
Comaplex Minerals Corp.	7 mai	18 juin	AG
Concert Industries Ltd.	25 avr.	6 juin	AG
Connors Bros. Income Fund	15 avr.	22 mai	A
Consolidated Serena Resources	22 avr.	27 mai	AGS
Contrans Corp.	16 avr.	21 mai	S
Coreco Inc.*	9 avr.	14 mai	AGS
Counsel Int'l Managed RSP Funds*	26 mars	30 avr.	S
Coventry Charter Corporation	23 avr.	28 mai	AG
CGX Energy Inc.	10 mai	26 juin	AS
CME Telematrix Inc.	14 mai	27 juin	AS
CTF Technologies Inc.	10 mai	27 juin	AG
Davidson Tisdale Ltd.	29 avr.	3 juin	AS
Delano Technology Corporation	16 avr.	22 mai	S
Destorabelle Mines Ltd.	24 avr.	29 mai	AS
DiamondWorks Ltd.	18 avr.	31 mai	AG
Diaz Resources Ltd.	25 avr.	30 mai	AG
Dundee Wealth Management Inc.	24 avr.	11 juin	AG
E-Amigos.com Inc.	25 avr.	30 mai	AS
Earthworks Industries Inc.	29 avr.	4 juin	AG
Echo Bay Mines	26 avr.	6 juin	A
Edispatch.Com Wireless Data In	25 avr.	4 juin	AE
Energy Conversion Technologies	23 avr.	28 mai	AS
First Silver Reserve Inc.	30 avr.	10 juin	AG
First Trimark Ventures Inc.	25 avr.	4 juin	A
Fonds équilibre Cdn JH	16 avr.	23 mai	S
Fonds d'obligations JH	16 avr.	23 mai	S
Fonds du marché monétaire JH	16 avr.	23 mai	S
Fonds American Jones Heward	16 avr.	23 mai	AG
Forum Development Corp.	18 avr.	27 mai	AG
Frontier Pacific Mining Corp.	7 mai	12 juin	AG
Garneau Inc.	17 avr.	22 mai	AG
Global Thermoelectric Inc.	22 avr.	5 juin	AS
Glyko Biomedical Ltd.	26 avr.	31 mai	S
Golden Star Resources Inc*	9 avr.	28 mai	AGS
Goran Capital Inc.	23 avr.	31 mai	A
Grange Gold Corp.	8 fév.	17 mai	AG
GLR Resources Inc.	3 mai	7 juin	AS
Hi-Alta Capital Inc.	22 avr.	27 mai	A
Habanero Resources Inc.	29 avr.	10 juin	AG
Highwood Resources Ltd.	6 mai	24 juin	AS
Home Capital Group Inc.	19 avr.	29 mai	AGS
Humboldt Capital Corporation	23 avr.	28 mai	AG
Innova Lifesciences Corporation	22 avr.	27 mai	AS
Isotechnika Inc.	10 avr.	15 mai	AG
Ivernia West Inc.	25 avr.	30 mai	A
IAT Air Cargo Facilities Fund	26 avr.	3 juin	A
J-Pacific Gold Inc.	26 avr.	31 mai	A
Kipo & Zonen	26 avr.	11 juin	AS
Labrador Iron Ore Royalty*	15 avr.	4 juin	A
Lydia Diamond Expl. of Can Ltd.	9 mai	20 juin	AS
Matrix Petroleum Inc.	24 avr.	29 mai	A
Maxxcom Inc.*	6 mai	10 juin	AS
Mindoro Resources Ltd.	24 avr.	30 mai	AG
Morgain Minerals Inc.	14 mai	18 juin	AG
Multi-Glass International Inc.	30 avr.	4 juin	A
Multivision Communications	10 mai	28 juin	AG
MDC Corporation Inc.	24 avr.	30 mai	A
MPAC Industries Corp.	3 mai	21 juin	AG
Namibian Minerals Corporation	28 mars	14 mai	AG
Neotel Inc.	1 ^{er} mai	14 juin	AS
Network Health Inc.	16 avr.	16 mai	AS
New North Resources Ltd.	24 avr.	30 mai	AG
Norsat International Inc.	1 ^{er} mai	13 juin	AG
Novitas Energy Ltd.	7 mai	18 juin	AG
Nuegus Petroleum Corporation	14 mai	19 juin	AG
NSI Global Inc.	1 ^{er} mai	29 mai	AS
Olympia Energy Inc.	24 avr.	29 mai	AS
Option-NFA Inc.	26 avr.	4 juin	AG
Pacific Amber Resources Ltd.	16 mai	20 juin	AG
Pacific E-Link Corporation	10 mai	28 juin	AG
Partner Jet Corp.	23 avr.	28 mai	AS
Pason Systems Inc.	22 avr.	3 juin	AG
Patch Safety Services Ltd.*	11 avr.	23 mai	A
Peak Energy Services Ltd.	29 avr.	4 juin	AS
Petrobank Energy and Resources	22 avr.	28 mai	AGS
Platinova A/S	24 avr.	31 mai	AS
Platinova Resources Ltd.	24 avr.	31 mai	AS
Poly-Pacific International Inc.	23 avr.	30 mai	AGS
Portrush Petroleum Corporation	19 avr.	27 mai	AG
Public Storage Cdn Properties	10 avr.	15 mai	A
PFB Corporation	23 avr.	30 mai	AG
Queenslake Resources Ltd.	21 avr.	30 mai	AGS
Quorum Information Tech. Inc.	24 avr.	6 juin	AGS
QSound Labs. Inc.	7 mai	20 juin	AS
Rainmaker Entertainment Group	22 avr.	27 mai	AG
Raven Energy Ltd.	24 avr.	31 mai	A
Redbird Gold Corp.	22 fév.	10 mai	AS
Residential Equities REIT*	2 avr.	15 mai	AG
Ressources Campbell Inc.*	28 mars	14 mai	AGS
Roseland Resources Ltd.	24 avr.	29 mai	AG
Rubicon Minerals Corporation	29 avr.	6 juin	AGE
RJK Explorations Ltd.	3 mai	7 juin	AS
Sense Technologies Inc.	17 avr.	29 mai	A
Shaker Petroleum Inc.	28 avr.	3 juin	AGS
Shane Resources Ltd.	13 mai	21 juin	AG
Shear Minerals Ltd.	17 avr.	28 mai	AG
Sirit Technologies Inc.	15 avr.	30 mai	AG
Solitario Resources Corp.	1 ^{er} mai	20 juin	A
Spelna Capital Corporation	15 mai	19 juin	AG
Spire Energy Ltd.	23 avr.	12 juin	AS
Sterling Resources Ltd.	23 avr.	29 mai	AGS
Stratos Global Corporation*	28 mars	2 mai	AS
Sydenham Capital Inc.	24 avr.	30 mai	AG
SBI Skin Biology Incorporated	15 mai	24 juin	AG
T.G.S. Properties Ltd.	26 avr.	31 mai	AGS
Tahera Corporation	25 avr.	6 juin	AS
Taylor NGL Limited Partnership*	12 avr.	29 mai	AGS
Telford Services Group Inc.	10 mai	26 juin	AG
Thunder Energy Inc.	19 avr.	29 mai	AG
Toro Energy Inc.	30 avr.	4 juin	AS
TransGlobe Energy Corp.	24 avr.	30 mai	AGE
TCEnet Inc.	16 avr.	21 mai	AG
TDK (2000) Flow Through LP	26 avr.	31 mai	S
TM Bioscience Corporation	25 avr.	5 juin	A
Ultima Energy Trust	22 avr.	27 mai	AG
Upton Resources Inc.*	10 avr.	16 mai	AS
Urbco Inc.*	26 mars	8 mai	S
Vadin One Capital Corp.	22 avr.	27 mai	A
Visualabs Inc.	17 avr.	23 mai	AS
Wattsfield Capital Inc.	26 avr.	4 juin	AG
Wamex Inc.	29 avr.	3 juin	AG
Waymar Resources Ltd.	23 avr.	30 mai	AG
Welco Energy Services Inc.	23 avr.	28 mai	AGS
Wind River Resources Ltd.	29 avr.	12 juin	AG
Woodview Corporation	6 mai	10 juin	S
Zi Corporation	23 avr.	5 juin	AGS

3041483

Missing files that are needed to complete this page: 3041856L

Not Found 3041856L*80 08X200.00 P-Des.possibilites.i ASS.CONC.CHRYSLER.682081PNCNR

L'arrêt des exportations de pétrole irakien n'est pas dramatique, selon l'AIE



Des négociants achetaient et vendaient du pétrole hier à la Bourse mercantile de New York.

Photo AP ©

Agence France-Presse

Le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Robert Priddle, a estimé hier que l'arrêt des exportations irakiennes de pétrole était « mal venu » mais « pas dramatique ».

« Nous pensons que cette décision est particulièrement mal venue mais pas très dramatique », a indiqué M. Priddle au cours d'une conférence de presse à Paris.

Le président de l'Irak Saddam Hussein a affirmé que son pays avait décidé de cesser ses exportations de brut à partir d'hier « pour une période de 30 jours » afin de protester contre l'offensive militaire israélienne en Cisjordanie.

Tant que l'Irak sera le seul pays à suspendre ses exportations, cela n'entraînera pas de crise sur le marché, a noté M. Priddle. En outre, « ce n'est pas la première fois que cela arrive. La dernière fois, en novembre, les prix n'avaient même pas augmenté », a-t-il relevé.

La décision de Bagdad signifie « un manque de 1,6 million de barils par jour (Mbj) sur le marché. Ces derniers temps, les exportations (irakiennes) avaient grimpé à

2 Mbj », dont la moitié à destination des États-Unis, a-t-il rappelé.

L'annonce de Bagdad a fait bondir les cours du brut, le contrat mai sur le baril de Brent s'affichant peu après en hausse de 1,36 \$ US à 27,35 \$ US à Londres, mais il est redescendu à New York pour terminer la journée à 26,30 \$ US.

« L'Irak représente 9 % des importations américaines de pétrole », a ajouté M. Priddle, précisant que l'AIE attendait des informations plus précises sur l'ampleur exacte de la coupure des exportations irakiennes.

À la question de savoir ce que l'AIE comptait faire face à cette situation, M. Priddle a indiqué qu'elle « observera très attentivement le marché » mais qu'il n'était pas question pour elle d'intervenir dans l'immédiat en puisant dans les réserves stratégiques des pays membres de l'Agence.

« L'AIE n'intervient que lorsque le défaut (d'offre de pétrole) atteint 7 % », ce qui n'est pas le cas actuellement, a-t-il souligné. « Cette option est ouverte. Mais nous n'envisageons pas d'y recourir » pour le moment, a-t-il poursuivi.

Les exportations irakiennes représentent quelque 2,5 % de la consommation mondiale (76 millions de barils par jour), a-t-il précisé.

« Nous comptons sur les producteurs (de brut) » pour stabiliser le marché, a-t-il précisé.

Si en revanche les pays islamiques producteurs de pétrole mettaient à exécution les menaces formulées vendredi par l'Iran, « nous serions dans une situation beaucoup plus sérieuse », a-t-il estimé. Mais « il n'y a pas signe » en ce sens, a-t-il tempéré.

Téhéran avait appelé vendredi à suspendre « à titre symbolique et pendant un mois » l'approvisionnement de l'Occident en brut afin d'augmenter la pression sur Israël.

Le niveau actuel des cours du pétrole « n'est pas surprenant dans la situation présente » de tension au Proche-Orient, a par ailleurs relevé M. Priddle, ajoutant que les prix du pétrole avaient augmenté hier matin, avant même l'annonce irakienne.

« Il faudrait une réduction beaucoup importante de l'offre » pour que les prix s'envolent véritablement, a-t-il jugé.

Pour M. Priddle, les mouvements sociaux qui agitent le secteur pétrolier au Venezuela, quatrième producteur mondial de brut, pourraient dans l'immédiat avoir un impact plus important sur le marché que la décision de Bagdad.

3041856R
Not Found

Jetta 2001 • Démo

Argent/noir
Seul. 5000 Km

Faites vite!

Popular

Laurier 3039224

Êtes-vous fait pour Volkswagen?

5441, rue St-Hubert
Tél.: (514) 274-5471
popular@popular.qc.ca

BOMBARDIER

Bombardier Inc.
Date de l'assemblée annuelle des actionnaires

L'assemblée annuelle des actionnaires de Bombardier Inc. se tiendra

- le mardi 4 juin 2002, à 10 heures,
- dans les locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) sis au 999 rue University, Montréal, Québec, Canada.

Seuls les actionnaires inscrits en date du mardi 30 avril 2002, à 17 heures, heure de Montréal, auront le droit de recevoir l'avis de convocation à cette assemblée.

Par ordre du conseil d'administration.
Montréal, le 19 mars 2002

3039452A
Roger Carle
Secrétaire de la Société

Un embryon de CRM en sol canadien



LIETTE D'AMOURS
COMMERCE ÉLECTRONIQUE

collaboration spéciale
liette.damours@cefrio.qc.ca

La grande majorité des entreprises canadiennes ne font rien des informations qu'elles recueillent sur leurs clients. C'est du moins ce que révèle une étude effectuée en octobre 2001 par l'Association canadienne du marketing (ACM) en collaboration avec IBM's Interactive Marketing and Brand Strategy Practice. Ainsi, 74 % des répondants ont admis stocker cette information dans d'immenses bases de données sans tirer profit des connaissances qui pourraient s'en dégager.

En d'autres mots, l'étude de l'ACM démontre que la gestion de la relation client (GRC), plus communément appelée le CRM (*Customer Relationship Management*), n'en est vraiment qu'à ses tout premiers pas au Canada. Le sondage révèle en outre que les principaux freins à l'implantation d'un bon système de gestion de la relation client sont les politiques internes (45 %), le manque de

ressources humaines compétentes (42 %) et l'insuffisance des moyens financiers (39 %).

En termes simples, les systèmes de gestion de la relation client permettent d'identifier, de retenir et de mettre en valeur les clients les plus profitables et d'en acquérir de nouveaux. Les entreprises s'en servent principalement pour effectuer les suivis de commandes (74 %), recueillir de l'information démographique sur leurs clients (52 %), faire du marketing direct (48 %) ou encore des sondages (32 %). Plus de la moitié (52 %) utilisent ces informations à des fins de segmentation. Des données essentielles car tous les clients n'ont pas le même potentiel ou les mêmes besoins. Dans un deuxième temps, les sociétés explorent l'univers des prévisions et des stratégies liées à un secteur ou à un type d'entreprise (source : Quaero/Direct Marketing Association, 2001).

« Ces systèmes reliés aux bases de données clients procurent plus de rapidité et d'efficacité aux entreprises, explique Jacques Nantel, professeur aux HEC. Ils permettent, entre autres, de mieux coordonner leurs forces de vente. Le Rolodex est peut-être encore valable pour un petit commerce de détail, mais il est devenu franchement inconcevable que de grandes organisations telles que Desjardins ou la Banque Royale l'utilisent encore aujourd'hui. Autrement dit, il est inadmissible que les vendeurs d'une entreprise dont la capitalisation s'élève à 130 millions

sollicitent les mêmes clients sans se coordonner. Et pourtant, ce cas existe encore bel et bien aujourd'hui. »

Quelques mises en garde

Ainsi, il est devenu impensable de gérer une équipe de vente sans disposer d'une base de données clients. Il est tout aussi primordial de la mettre régulièrement à jour. « Un vendeur qui ne rapporte pas d'informations à son entreprise n'est pas un vendeur efficace », déclare le spécialiste en marketing. Fini le temps où son meilleur représentant conserve secrètement sa liste de contacts et part avec lorsqu'il quitte l'entreprise. La rentabilité de la base de données doit aussi être évaluée : cet investissement doit pouvoir se mesurer en terme de retour sur le capital investi.

« L'implantation d'un système de GRC ne modifiera toutefois pas la culture d'une entreprise, poursuit Jacques Nantel. Si les employés ne sont habitués à partager de l'information ou encore si détenir de l'information représente un pouvoir dans l'organisation, même le plus puissant des systèmes ne sera pas efficace. On se rend compte aujourd'hui que le pouvoir de l'information, contrairement à ce que l'on croyait il y a une vingtaine d'années, ne repose pas dans le fait de posséder l'information mais de la partager. »

Un tel système ne change pas non plus la

capacité ni la volonté d'une organisation à évaluer la qualité de ses vendeurs et de son équipe de marketing. Si au départ, on trouve inconcevable de qualifier ces effectifs, il y a de fortes chances que le projet échoue.

Réalité américaine

Pendant ce temps aux États-Unis, les entreprises font des investissements majeurs en matière de gestion de la relation client. Selon les plus récentes études, elles dépensent en moyenne 1194 \$ US par employé en intelligence d'affaires (Meta Group, 2000), ce qui comprend principalement la GRC. Parmi les secteurs les plus avancés, mentionnons les services financiers (près de 5000 \$ US/employé), les assurances (3250 \$ US), les télécommunications (1700 \$ US), les institutions bancaires (1600 \$ US) et les secteurs de la santé (600 \$ US) et pharmaceutique (256 \$ US).

« Les systèmes GRC n'ont toutefois pas à être nécessairement coûteux pour être efficaces, déclare Jacques Nantel. J'ai vu de très bons systèmes être montés en base Excel ou Access. L'importance, dans un premier temps, ne réside d'ailleurs pas dans la technologie mais surtout dans la volonté de l'organisation de mieux utiliser l'information dont elle dispose. »

Liette D'Amours est directrice, communication et marketing, au CEFRIO.

DiagnoCure cherche un partenaire financier

ANNIE MORIN
Le Soleil

QUÉBEC — En plus de négocier des partenariats commerciaux pour chacun des tests diagnostiques qu'elle met au point, l'entreprise biotechnologique DiagnoCure aimerait bien dénicher un partenaire financier pour la vie de tous les jours.

En assemblée générale annuelle, hier, le président et chef de la direction, Pierre Désy, a élevé au rang de priorité la diversification des sources de financement de DiagnoCure. La société dépend actuellement des fonds privés pour remplir ses coffres. À l'automne, elle a ainsi réuni 8,6 millions à l'occasion d'un appel public à l'épargne.

C'était le temps. Avec l'argent qui restait dans ses coffres, la compagnie pouvait tenir le coup entre six et neuf mois, difficilement plus. Ses nouvelles liquidités l'amènent « à la porte de 2005 ».

« Ce financement était envisagé depuis un bon bout de temps, mais à cause des mauvaises conditions

du marché, on a dû le reporter à plusieurs reprises. Là, on était rendus au point où on ne pouvait plus attendre », admet M. Désy.

Les 10 millions de nouvelles actions ont été émises au prix de 85 cents, ce qui entraîne une forte dilution du titre. Celui-ci a varié entre 75 et 2,10 \$ au cours des derniers mois. Hier, il clôturait à 77 cents, en baisse de 3 cents.

Pour éviter qu'une situation comme celle-là se reproduise, DiagnoCure aimerait contracter un partenariat avec une entreprise génératrice de revenus, qui oeuvre idéalement dans le même secteur (les tests diagnostiques) et qui soit prête à investir dans le développement de nouveaux produits.

M. Désy ne pense pas nécessairement à une multinationale, dont le rôle se rapprocherait du grand frère protecteur. « Ça pourrait être un petit frère aussi, ou quelqu'un de notre taille, qui souhaite entrer en Bourse mais qui n'a pas les moyens de le faire. »

Et si un gros acteur voulait acheter la compagnie ? « C'est certain

qu'on leur parlera ! » s'exclame sans hésiter le docteur Yves Fradet, vice-président, qui dit prendre des décisions « pour le plus grand bien des actionnaires ».

Outre ce partenaire « généraliste », DiagnoCure est à la recherche de partenaires commerciaux pour son test de détection du cancer de la prostate, baptisé uPM3, qui doit être commercialisé « quel que part en 2003 ».

Elle se dit également prête à travailler en partenariat sur de nouveaux gènes afin de développer et commercialiser de nouveaux tests de dépistage précoce du cancer. Elle le fait déjà avec l'israélienne Compugen, qui partage moitié-moitié les frais de recherche et développement pour un test moléculaire de dépistage du cancer des poumons.

Pour l'année financière 2001, DiagnoCure fait état d'une perte de 3,1 millions ou 17 cents par action. Elle s'attend à une perte d'environ 3,6 millions ou 16 cents par action en 2002.

TECHNOBRÈVES

Mieux que prévu...

LES VENTES de systèmes pour stockage de données de Compaq Computer dans les six derniers mois ont dépassé les prévisions, a déclaré un vice-président de la société, soutenant que les clients n'avaient pas abandonné Compaq en dépit des incertitudes du projet de fusion avec Hewlett-Packard. Mike Winkler a expliqué dans une interview que les ventes d'appareils de stockage de données sur la période allant de septembre à la mi-mars étaient supérieures d'environ un tiers à ses prévisions à la fin de l'année dernière, qui tablaient sur 900 millions US.

Nouveaux serveurs

IBM a lancé hier une nouvelle série de serveurs milieu de gamme, accentuant ainsi la pression en matière de prix sur son rival Sun Microsystems. IBM a déclaré que ses nouveaux P670, destinés aux moyennes et grandes entreprises, coûteraient jusqu'à 40 % de moins que l'offre équivalente de Sun parce qu'ils utiliseraient moins de semi-conducteurs.

Une perte réduite ?

LE FABRICANT américain de logiciels Computer Associates a fait savoir hier que sa perte trimestrielle hors éléments exceptionnels serait plus faible qu'il ne le prévoyait, grâce à la hausse du chiffre d'affaires de certains abonnements. Hors charges pour dépréciations d'actifs et hors dépense d'environ 238 millions US pour l'amortissement d'acquisitions, le groupe s'attend désormais à une perte moins lourde que la perte de quatre à cinq cents par action qu'il prévoyait jusqu'à présent.

Confiance

LE FOURNISSEUR d'accès à Internet (FAI) Terra Lycos a indiqué hier s'attendre à ce que Bertelsmann honore ses engagements publicitaires en dépit des indications données par le groupe allemand sur sa volonté de renégocier leur accord portant sur 1 milliard US. Un porte-parole de Bertelsmann avait indiqué mardi dernier que le groupe de médias allemand s'interrogeait sur la nécessité de dépenser les 675 millions US restant dans le cadre de l'accord liant les deux groupes. Le cours de Tera Lycos avait plongé après cette annonce.

Plus faciles à utiliser

MOTOROLA a annoncé qu'il pré-

senterait de nouveaux téléphones mobiles avec des écrans conçus pour les rendre aussi faciles à utiliser que ceux de Nokia et ceux de Samsung. La société américaine, qui cherche à rattraper son concurrent finlandais, leader du secteur, projette de commercialiser en juillet des combinés disposant d'une interface plus attractive.

Contre le piratage de CD

A NEW DAY HAS COME, le dernier disque de Céline Dion, a donné cette semaine à Sony Music une raison à la fois de se réjouir et de s'inquiéter : si le CD figure en tête des ventes, la technologie intégrée qui vise à empêcher sa copie sur un ordinateur, donc à protéger les droits d'auteur, a franchement déçu aux fans européens de la chanteuse canadienne. La situation dans laquelle se trouve Sony est symptomatique du défi lancé aux labels, qui doivent à la fois créer des tubes et trouver les moyens d'éviter qu'un nombre croissant de fans, férus de technologie, ne les piratent plutôt qu'ils ne les achètent.

Popularité

LES SITES INTERNET des principaux quotidiens américains ont profité la semaine dernière des derniers développements en Afghanistan et de la crise au Proche-Orient en matière d'audience, selon l'institut Nielsen/Netratings. Le site du *Chicago Tribune*, **ChicagoTribune.com**, a réalisé la meilleure performance avec 479 000 visiteurs uniques pendant leur temps de travail au cours de la semaine qui s'est achevée le 31 mars, soit une hausse de 65 % par rapport à la semaine précédente. Le site du *New York Post*, **NYPost.com**, arrive en deuxième position avec une hausse de 59 % et 817 000 visiteurs, également aux heures de bureau.

Débuts modestes

LA XBOX de Microsoft a fait une entrée modeste sur le marché japonais, quelque 190 092 consoles ayant été vendues entre le 22 février, date de son lancement, et le 31 mars, rapporte le magazine *Enterbrain*. Environ 250 000 Xbox étaient disponibles pour le lancement japonais de la console de jeu du géant de Redmond, à un prix de 34 800 yens pièce (près de 400 \$ canadiens), soit 5000 yens de plus que la PlayStation 2 de Sony et 9800 yens de plus que la Game-Cube de Nintendo.

Montréal 2017
une cité du monde de 375 ans

Avez-vous imaginé Montréal dans 15 ans ?

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain vous propose d'y penser aujourd'hui !

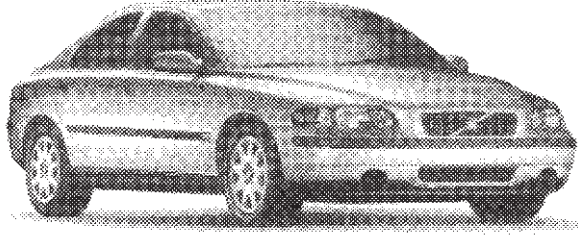
Rendez-vous les 30 avril et 1^{er} mai prochains

Hôtel Delta Centre-Ville, 777, rue University
Pour les détails : www.ccmn.qc.ca

Ne manquez pas le symposium de l'année... **2017**

Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Forum et temps de réflexion

QUELLE AUBAINE!!



499\$* PAR MOIS

POUR LA NOUVELLE VOLVO S60 2002

Équipement compris :

- doubles coussins frontaux et latéraux
- rideau gonflable
- double commande de température
- sièges avant chauffés
- télédéverrouillage et plus encore..

TÉLÉPHONEZ POUR FAIRE UN ESSAI SUR ROUTE DÈS MAINTENANT!

UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré 737-6666
www.uptownvolvo.com

* Versement mensuel pour un bail de 48 mois, 20 000 km par année sans frais, 0,16 \$ additionnel, avec acompte de 1 475 \$. Transport et PDI inclus. Taxes et immatriculation en sus. Livraison avant le 30 avril 2002.

VOLVO pour la vie

Tout simplement, imbattable!

MEILLEURE SÉLECTION ET MEILLEURS PRIX!
Au Super Centre **NISSAN** de Montréal

Cité NISSAN

SENTRA 2002
MAINTENANT, LOUEZ LA POUR AUSSI PEU QUE **199\$ PAR MOIS***
0\$ dépôt sécuritaire

* Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte. Les images sont à titre d'illustration seulement

ALTIMA - MAXIMA ET PATHFINDER ÉGALEMENT DISPONIBLES!

VOITURES NEUVES ET D'OCCASION, PIÈCES ET SERVICE **3500 JEAN TALON OUEST** (Près de Côte-des-Neiges) Métro Namur **(514) 739-3175** www.citenissan.com



TOUJOURS PLUS LOIN



Photo AFP ©

Ouais ?...

Le négociant à gauche de la photo n'avait pas l'air de très bonne humeur, hier à la Bourse de New York, où l'indice Dow Jones des industrielles avait perdu environ 100 points hier matin...

Reuters

LA BOURSE de Toronto a annoncé hier qu'elle allait changer de nom et modifier son image à quelques mois de son premier appel public à l'épargne.

Le principal parquet boursier canadien, connu sous le nom de TSE, adoptera désormais le nom et le logo « TSX », au terme d'une période de transition de quelques semaines.

Des lettres rouges ainsi qu'un énorme X remplaceront le logo

plus conservateur dont se sert actuellement le TSE.

« Ce logo et cette marque ont été créés pour nous afin d'envisager l'avenir dans un contexte international », a expliqué le porte-parole de la Bourse, Steve Kee.

« Nous souhaitions une approche plus moderne. C'est ce que nos clients nous demandaient. Ils voulaient que nous montrions que nous sommes une société internationale qui se projette vers l'avenir. »

Le TSX regroupera la Bourse de

Toronto, la Bourse CDNx située dans l'Ouest canadien, ainsi que les Marchés boursiers TSE CDNx.

Le changement de nom survient alors que la Bourse se prépare pour son premier appel public à l'épargne. M. Kee refuse toutefois d'en préciser le moment.

En mai dernier, un dirigeant de la Bourse de Toronto avait promis que le TSE émettrait des actions en son propre nom dans les 12 prochains mois, devenant ainsi le premier parquet coté en bourse en Amérique du Nord.

DU CARACTÈRE!

Tous les dimanches dans La Presse

CONTRATS À TERME

S&P CAN 60										CONTRAT à terme sur obligations du Canada										Historique										Int. en cours									
200 fois le S&P CAN 60										\$100 000; points de 100 p. cent										Haut Bas Haut Bas Régl. Var. cours										Haut Bas Haut Bas Régl. Var. cours									
Changement de 0.05 point d'indice = 10 \$										Saison										Haut Bas Haut Bas Régl. Var. cours										Haut Bas Haut Bas Régl. Var. cours									
Historique										Saison										Haut Bas Haut Bas Régl. Var. cours										Haut Bas Haut Bas Régl. Var. cours									
Jun2	458.30	422.00	440.50	436.90	438.30	2.30	67527			Jun2	0.00	0.00	0.00	0.00	102.12	0.00	0			Jun2	0.00	0.00	0.00	0.00	5.69	0.00	0			Jun2	0.00	0.00	0.00	0.00	5.69	0.00	0		
Sept2	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	441.40	0.00	0		Sept2	0.00	0.00	0.00	0.00	101.20	0.00	0			Sept2	0.00	0.00	0.00	0.00	5.72	0.00	0			Sept2	0.00	0.00	0.00	0.00	5.72	0.00	0		
Dec2	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	445.40	0.00	0		Dec2	0.00	0.00	0.00	0.00	99.20	0.00	0			Dec2	0.00	0.00	0.00	0.00	5.79	0.00	0			Dec2	0.00	0.00	0.00	0.00	5.79	0.00	0		
Mars3	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	450.30	0.00	0		Mars3	0.00	0.00	0.00	0.00	99.20	0.00	0			Mars3	0.00	0.00	0.00	0.00	5.87	0.00	0			Mars3	0.00	0.00	0.00	0.00	5.87	0.00	0		
Volume journée précédente: 2206										Volume journée préc.: 17585										Volume journée précédente: 0										Volume journée préc.: 0									
Intérêts en cours journée précédente: 67527										Intérêts en cours journée précédente: 17585										Intérêts en cours journée précédente: 0										Intérêts en cours journée précédente: 0									
10 ANS										Options sur contrats à terme sur Acceptations Bancaires Canadiennes de 3 mois										Options commanditées										Options commanditées									
Acceptations Bancaires Canadiennes										1 \$ Million; points de 100 p. cent										Valeurs										Levée Offre Dem. Dern. Vol. Intérêts									
1 \$ millions; points de 100 p. cent										Saison										Nasdaq										S & P TSE 60									
Jun2	97.82	97.43	0.00	0.00	97.60	0.00	443			Jun2	104.05	99.55	101.51	101.05	101.13	-0.31	59307			(10/17) 2003Jun19	36.00	0.93	0.95	0.00	0	500			(10/17) 2003Jun20	40.00	0.76	0.79	0.00	0	500				
Sept2	0.00	0.00	0.00	0.00	97.30	0.00	298			Sept2	0.00	0.00	0.00	0.00	100.22	0.00	0			(10/17) 2003Jun20	40.00	0.76	0.79	0.00	0	500			(10/17) 2003Jun20	40.00	0.76	0.79	0.00	0	500				
Jun2	97.72	97.29	0.00	0.00	97.30	0.00	298			Jun2	0.00	0.00	0.00	0.00	99.22	0.00	0			(10/17) 2003Jun20	40.00	0.76	0.79	0.00	0	500			(10/17) 2003Jun20	40.00	0.76	0.79	0.00	0	500				
Sept2	0.00	0.00	0.00	0.00	97.30	0.00	298			Sept2	0.00	0.00	0.00	0.00	99.22	0.00	0			(10/17) 2003Jun20	40.00	0.76	0.79	0.00	0	500			(10/17) 2003Jun20	40.00	0.76	0.79	0.00	0	500				
Dec2	0.00	0.00	0.00	0.00	97.30	0.00	298			Dec2	0.00	0.00	0.00	0.00	99.22	0.00	0			(10/17) 2003Jun20	40.00	0.76	0.79	0.00	0	500			(10/17) 2003Jun20	40.00	0.76	0.79	0.00	0	500				
Volume journée précédente: 2206										Volume journée préc.: 17585										Volume journée précédente: 0										Volume journée préc.: 0									
Intérêts en cours journée précédente: 67527										Intérêts en cours journée précédente: 17585										Intérêts en cours journée précédente: 0										Intérêts en cours journée précédente: 0									
Options sur L'INDICE S&P 100 À CHICAGO										PRIX DE LEVÉE ACHATS										ACHATS										Mars									
PRIX DE LEVÉE ACHATS										Mars										Mars										Mars									
Avril	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	Avril	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	Avril	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	Avril	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	
Mai	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	Mai	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	Mai	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	Mai	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	
Jun	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	Jun	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	Jun	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	Jun	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00	595.00		
Volume journée précédente: 2206										Volume journée préc.: 17585										Volume journée précédente: 0										Volume journée préc.: 0									
Intérêts en cours journée précédente: 67527										Intérêts en cours journée précédente: 17585										Intérêts en cours journée précédente: 0										Intérêts en cours journée précédente: 0									

LES DEVISES

(PC) Voici les taux des devises étrangers lundi, tels que fournis par la Banque de Montréal. Les taux sont en devise canadienne et ils sont nominaux car ils fluctuent durant la journée et varient d'une banque à l'autre.

Afrique du Sud	rand	\$	0.1495	Bulgarie	lev	\$	0.7346	Egypte	livre	\$	0.3532	Inde	roupie	\$	0.0344	Maroc	dirham	\$	0.1409	Rép. tchèque	coronnes	\$	0.0467	Suisse	franc	\$	0.9802
Arabie saoudite	ryyal	\$	0.4404	Caribbes	dollar	\$	0.6192	Etats-Unis	dollar	\$	0.4457	Indonésie	roupie	\$	0.000180	Mexique	peso	\$	0.1884	Roumanie	leu	\$	0.000498	Taiwan	dollar	\$	0.0469
Argentine	peso	\$	0.58880	Chili	peso	\$	0.00253	Europe	euro	\$	1.3951	Israël	shekel	\$	0.004400	Norvège	coronnes	\$	0.1687	Royaume-Uni	livre	\$	0.2835	Tanzanie	shilling	\$	0.001675
Australie	dollar	\$	0.8714	Chine	renminbi	\$	0.1988	Finlande	euro	\$	0.6457	Jamaïque	dollar	\$	0.0363	Nouvelle-Zélande	dollar	\$	0.7183	Russie	rouble	\$	0.0525	Thaïlande	bath	\$	0.0376
Bahamas	dollar	\$	0.6079	Chypre	livre	\$	2.4921	France	euro	\$	0.6457	Japan	yen	\$	0.012131	Pakistan	roupie	\$	0.0285	Singapour	dollar	\$	0.0870	Trinité-Tobago	dollar	\$	0.2717
Bahrein	dinar	\$	0.4322	Colombie	peso	\$	0.000724	Grèce	dollar	\$	0.009094	Kenya	shilling	\$	0.0209	Pérou	sol	\$	0.4751	Slovaquie	coronnes	\$	0.0345	Turquie	livre	\$	0.0000125
Barbade	dollar	\$	0.8305	Corée	won	\$	0.001232	Guyane	dollar	\$	0.00605	Koweït	dinar	\$	0.54025	Philippines	peso	\$	0.0321</								

COMMUNS DE PLACEMENT

[illegible]

S o m p t u o s i t i 135 2002

I35, le luxe à l'infini. Moteur DACT unique avec contrôle de traction, système de contrôle dynamique du véhicule (modèle sport), sièges électriques chauffants, tableau de bord haute définition et sonorisation Bose[®] de 200 watts. *Pincez-vous pour y croire.*



* Offre d'une durée limitée sur les FS 2002 par les Services financiers Infiniti seulement. Paiement de 439 \$ par mois pour une location 36 mois, sur approbation du crédit. Comptant de 7 990 \$ ou échange équivalent et premier paiement mensuel requis à la livraison. Avance dépôt de sécurité. Total des frais de location: 23 794 \$, incluant les frais de transport et de préparation. Taux de location de 5,9 %. 72 000 km alloués, kilométrage additionnel à 0,15 \$ du km (0,10 \$ du km si une entente est faite au début de la location). Taxes, assurance et immatriculation en sus. Les concessionnaires peuvent édicter des prix individuels.

Propulser vers le futur **INFINIT**

prix individuels.

[illegible]

Suite à la
page D 19

TORONTO



2-avril 6/26/2001 20-sept 17-déc

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like A-B, ACD, ADB, etc.

A-B

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like ACD, ADB, ADBS, etc.

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like Fortis Inc, Forzani A, F Season, etc.

G

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like GDI, GLR, GSI, etc.

H-J

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like Hsc, Hma, Hsc, etc.

K-M

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like K2, K2, K2, etc.

N-Q

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like NHC, NHC, NHC, etc.

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like Persona, Petrol, Petro, etc.

R-S

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like R Split, R Split, R Split, etc.

T-Z

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like T Split, T Split, T Split, etc.

Débutants

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like Débutants, Débutants, Débutants, etc.

Débutants en US

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like Débutants en US, Débutants en US, Débutants en US, etc.

Il définit toujours la catégorie automobile qu'il a créée. LEXUS 3000 Édition Luxe ~ Au prix de 51 250 \$* 585 \$*/mois



LEXUS 3000 Édition Luxe ~ Au prix de 51 250 \$* 585 \$*/mois

D-F

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like Daimler, Daimler, Daimler, etc.

G

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like GAE, GAE, GAE, etc.

H

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like HAE, HAE, HAE, etc.

I

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like IAE, IAE, IAE, etc.

J

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like JAE, JAE, JAE, etc.

K

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like KAE, KAE, KAE, etc.

L

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like LAE, LAE, LAE, etc.

M

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like MAE, MAE, MAE, etc.

N

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like NAE, NAE, NAE, etc.

O

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like OAE, OAE, OAE, etc.

P

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like PAE, PAE, PAE, etc.

Q

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like QAE, QAE, QAE, etc.

R

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like RAE, RAE, RAE, etc.

S

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like SAE, SAE, SAE, etc.

T

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like TAE, TAE, TAE, etc.

Transferts en US

Table with 10 columns: Valeurs, Div., Ventes (100), Haut, Bas, Ferm., ch. (25), 52 sem. (Haut, Bas). Rows include various stock tickers like Transferts en US, Transferts en US, Transferts en US, etc.

D18

Volume	31 180 140
Fermeture	1168,61
Variation	-7,89

Values	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.	Net
--------	--------	------	-----	-------	-----	-----

A - B	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.	Net
-------	--------	------	-----	-------	-----	-----

A&G Geoscient	111	0,26	0,23	0,23	0,06	
A.O. & S. Inc.	300	0,15	0,13	0,13	0,01	
AADC O	70	1,00	1,00	1,00		
Abacus M&E a	221	0,24	0,22	0,22		
Abingdon Eng	10	0,09	0,09	0,09		
Abitibi Mng	500	0,05	0,05	0,05	-0,01	
Abtek Indus	1	0,04	0,04	0,04	0,01	
AC Energy Inc	300	0,06	0,06	0,06		
ACD Techs	90	0,05	0,05	0,05		
Adv Link Inc	1958	0,12	0,11	0,12		
Advantus	201	0,13	0,13	0,13	0,01	
AFCAN	80	0,06	0,05	0,05	-0,05	
Afr-Can a	555	0,41	0,39	0,41	0,01	
AgriTech Sys	20	0,63	0,63	0,63	-0,05	
Aquila Amer	33	0,33	0,33	0,33	0,08	
Aries M&E	80	0,24	0,24	0,24	0,01	
Acheron Vens	70	0,50	0,50	0,50		
Aldershot t	1090	0,08	0,08	0,08	-0,01	
Algonquin	12	0,20	0,20	0,20	-0,08	
Algonquin	22					
Alhamres Res	89	0,52	0,50	0,51	-0,01	
Alint Int'l y	1	0,16	0,16	0,16	0,01	
Alliance y	20	0,21	0,21	0,21	-0,12	
Allican	1316	0,42	0,37	0,42	0,04	
Alloy Corp.	5	0,41	0,41	0,41	0,01	
Almet Secor	20	0,38	0,14	0,14	0,01	
Almod Hotel	370	0,03	0,02	0,03		

Alta Diamond	28					
Alta Natural	55	0,12	0,12	0,12	0,08	
Altium	232	2,32	2,20	2,22	0,01	
Altus	296	0,11	0,12	0,12	-0,02	
Altus Mrls	81	1,29	1,29	1,29	0,02	
Amarc Res	200	0,68	0,60	0,64	-0,04	
Amern Bonanz	615	0,11	0,11	0,11		
Amern Secor	160	1,47	1,30	1,45	0,15	
Amern Manor	73	0,48	0,45	0,45	0,05	
Amern Natura	50	0,52	0,52	0,52	-0,02	
Anatolia US y	482	0,84	0,74	0,80	0,06	
Andean Amer	1113	0,96	0,90	0,93	0,03	

Andromed a	30	2,86	2,86	2,86	-0,14	
Anglo Mrls	100	0,07	0,07	0,07	-0,01	
Angios Shrs	172	0,30	0,27	0,28	-0,02	
Anglo Amer	20	0,28	0,28	0,28	0,01	
Anoroq Res a	675	0,65	0,63	0,65		
Anoroq Res a	2150	0,33	0,30	0,30	-0,02	
Anviro	200	0,04	0,04	0,04	0,01	
Anzeq Res	20	0,01	0,01	0,01		
Apal Res	250	0,12	0,12	0,12	0,01	

Apparo Shw	100	0,45	0,45	0,45		
Aqua-Pure	100	0,25	0,25	0,25	0,02	
Arqapah Cap	7	0,23	0,23	0,23	-0,09	
Arctia Res t	23					
Arcton Mrls t	220	2,30	2,30	2,30	0,10	
Arctic Star	70	0,37	0,34	0,34	-0,02	
Argonauts Grp	644	3,70	3,50	3,70	0,10	
Arizona Star	100	0,14	0,14	0,14	0,01	
Arkona Res	80	0,08	0,08	0,08	0,01	

Armada Merc t	150	0,34	0,34	0,34	-0,01	
ASC Inds Ltd t	100	0,28	0,28	0,28	0,02	
ASC Energy Ltd	760	0,39	0,34	0,35	-0,04	
Asset Mgmt t	100	0,05	0,05	0,05	0,01	
Atacware Tec	20	0,06	0,06	0,06		
Atacware Tec	1225	0,95	0,85	0,95	0,07	
Atlantic Sys y	430	0,20	0,20	0,20	0,02	
Atlantic Sys y	91	0,16	0,16	0,16	0,01	

Atlas Corp a	228	1,75	1,60	1,80	-0,15	
Augusta Res t	571	0,25	0,22	0,23		
Auracuna Corp	120	0,26	0,25	0,25		
Aurora Plati a	208	2,88	2,88	2,88	0,10	
Aurora Work a	100	0,18	0,18	0,18	0,01	
Aurora Vene	615	0,13	0,13	0,13	0,01	
Avante Techs	1075	0,03	0,03	0,03		
Avante Pete	250	0,26	0,25	0,26	-0,01	
Avante Tech	217	0,13	0,13	0,13	0,01	

Avanti S&G	69	0,43	0,43	0,43	-0,01	
AVL Inc.	71	0,09	0,09	0,09		
Avoida Inds	10	0,10	0,10	0,10	0,01	
Avalon Inds	350	0,27	0,24	0,27	0,01	
Azmut	30	0,15	0,15	0,15	0,06	
Aztec Techs	5	0,61	0,61	0,61		
Azure	525	0,99	0,96	0,96	0,01	
B&B Res Ltd	20	0,36	0,36	0,36	0,01	

B&B Res Ltd	45	0,35	0,35	0,35	0,01	
Banco Corp a	28	1,85	1,85	1,85	0,06	
Barber Mrls	230	0,40	0,37	0,37		
Battaglia & W	125	0,14	0,13	0,13	-0,01	
Battaglia & W	100	0,14	0,14	0,14	0,01	
BC PAC Cap t	8	0,23	0,23	0,23	-0,01	
Beau Pre Exp	200	0,11	0,11	0,11	-0,03	
Beaufr Canada	41	0,09	0,09	0,09	0,01	
Bel Coast	600	0,44	0,43	0,43	-0,02	

Beland Res	240	0,04	0,04	0,04	0,01	
Beltcom Corp	50	0,38	0,38	0,38	-0,04	
Better Res	500	0,02	0,02	0,02	-0,01	
Big Bar Gold	24					
Big Rock	500	0,03	0,03	0,03	-0,01	
Big Rock	61	4,26	4,20	4,20	-0,05	

Biophase Inc	135	0,69	0,68	0,69	0,14	
Biotech	35	0,13	0,13	0,13	0,02	
Biorcan Inc	102	0,74	0,72	0,72	0,01	
Birchmont	100	0,37	0,37	0,37	0,08	
Black Bull	5	0,59	0,59	0,59		

Blue Emerald t	50	0,12	0,12	0,12	0,01	
Bolton Corp	50	0,12	0,12	0,12	0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	

Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	

Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	

Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	

Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	

Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	

Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	

Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	
Bolton Corp	105	0,14	0,12	0,12	-0,01	

Bitterroot	35	0.08	0.08	0.08		Davidson Tis y	20	0.32	0.25	0.25	-0.01
Black Bull	5	0.59	0.59	0.59		Dentonia Res	150	0.08	0.08	0.08	0.01
Blue Emerald t	70	0.02	0.02	0.02		Derek Res Cp	75	0.22	0.22	0.22	
Blue Heron	500	0.12	0.12	0.12		Desmarais	49	0.40	0.26	0.40	-0.01
BM Dcorp a	105	0.18	0.17	0.17	-0.01	DeTECH Corp	50	0.02	0.02	0.02	

ONDS

Suite de la page D 16

[illegible]

LES OBLIGATIONS

[illegible]

CORPORATIONS

75	2 Juin 03	102.34	3.62	-0.08
----	-----------	--------	------	-------

		Série	Prix	Offt.	Dem.	Opt.	Vol.	Cour
Bell Scotia	3.65	22 Jul 98	10.08	96.75	5.88	-0.36		
Bk Canada	5.00	24 Sept 97	91.16	78.00	1.56			
Bombard Corp	6.00	20 Feb 03	92.09	9.39	-0.04			
Bombardier	7.30	22 Dec 98	92.98	80.00	0.02			
Ox Cart Pct	6.30	21 Aug 98	107.18	6.38				
Cdn Util	8.43	1 Jun 05	105.54	5.09	-0.20			
Cleartech	0.00	13 Oct 07	105.00	10.44				
Cons Gas	6.10	19 Mar 28	80.60	7.15	-0.55			
Glaa	5.40	3 Déc 02	117.69	2.72	-0.03			
Glaa	5.95	3 Déc 07	107.25	5.68	-0.33			
Glaa	6.45	3 Déc 07	93.97	6.95	-0.58			
Hudson B.	6.85	1 Déc 03	96.59	8.61	-0.09			
Intrustee	6.35	2 Déc 02	102.50	6.02				
Investors Gr	6.65	13 Déc 07	92.98	7.25	-0.56			
Molson Br	6.00	2 Jun 08	98.30	6.33	-0.34			
Molson Br	6.70	2 Jun 28	92.43	7.35	-0.56			
Nw Canada	6.60	1 Déc 06	104.66	5.44	-0.30			
Nw Canada	7.40	1 Jun 27	108.97	6.65	-0.67			
Pcan Pete	8.75	9 Nov 05	105.95	5.63	-0.24			
Poco Petrol Dr	6.80	11 Sept 07	99.40	6.73	-0.31			
Precision Dr	6.85	26 Jun 07	101.60	6.48	-0.31			
Rogers Comm	5.45	15 Jul 07	89.25	5.47				
Royal Bk Of	6.45	3 Fév 02	101.16	2.40	-0.03			
Royal Bk Of	6.75	4 Jun 2007	104.83	5.65	-0.32			
Sask Wheat	6.60	18 Jul 07	97.36	15.93				
Sears Can	6.55	5 Nov 07	67.50	13.71	-0.31			
Suncor Inc	6.10	7 Août 07	107.90	5.88	-0.31			
Thomson C	6.50	9 Jul 07	101.94	6.05	-0.31			
WCoast En	5.70	16 Avril 08	96.57	5.98	-0.34			
WCoast En	6.75	15 Déc 07	98.95	7.00	-0.60			

OPTIONS

te de la page D18

[illegible]

TORONTO

[illegible]